

Concept sectoriel

SECURITE ALIMENTAIRE

Lignes directrices pour la promotion et
la mise en œuvre de projets de sécurité alimentaire
de la Deutsche Welthungerhilfe (Agro Action Allemande)

Éditeur:

Deutsche Welthungerhilfe (DWHH) e. V.
Adenauerallee 134
53113 Bonn

Groupe de travail Sécurité alimentaire:

Renate Becker, Walburga Greiner, Dr. Katharina Hackstein, Dr. Thomas Hartmannshenn, Jörg Heinrich, Manfred Hochwald, Dr. Bernhard Höper, Kurt Lange, Dr. Hartmut Paulsen, Mathias Sommer, Jeannette Weller

Responsable :

Manfred Hochwald, Directeur du département Programmes et Projets

Auteur de l'approche sectorielle:

Dr. Thomas Hartmannshenn, consultant

Mise à jour et remaniement:

Dr. Lioba Weingärtner, consultante

Mai 2004

AVANT-PROPOS

Il y a 30 ans, l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations-Unies (FAO) s'était fixée pour objectif, à l'occasion de son premier Sommet de l'alimentation mondiale, que « dix ans plus tard, aucun homme, femme, enfant n'irait plus se coucher le ventre creux ». A l'époque, on estimait à 920 millions le nombre d'êtres humains qui souffraient de la faim. En 1996 (le nombre des personnes sous-alimentées étant passé entre temps à 840 millions) un autre « Sommet contre la faim » s'est tenu à Rome. Depuis lors, les objectifs de 1974 se sont avérés une tragique illusion. On s'est fixé un nouvel objectif, celui de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique d'ici à 2015 au plus tard. Compte tenu du nombre actuel (plus de 840 millions) d'affamés et des prévisions peu encourageantes, cet objectif a été lui aussi ajourné à un avenir lointain.

L'activité dans le domaine de la sécurité alimentaire a de nombreuses facettes: l'aide humanitaire dans les cas de crise et de catastrophe, l'aide à la reconstruction après les guerres ou les catastrophes naturelles, et la coopération au développement à long terme et durable dans des conditions plus stables. En finançant nos programmes de sécurité alimentaire, nous accordons une particulière attention aux petits paysans des pays en voie de développement, car ce sont les principaux producteurs de denrées alimentaires.

La Deutsche Welthungerhilfe a aidé plusieurs centaines de milliers de personnes dans le cadre de ses programmes de sécurité alimentaire et favorisé l'amélioration durable de leur situation. Nous fournissons par là notre contribution, modeste peut-être, mais précieuse dans la lutte contre la faim et la pauvreté.

Les concepts sectoriels de la Deutsche Welthungerhilfe informent le public et nos partenaires dans le monde sur les priorités thématiques, stratégies et objectifs de notre organisation dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Ils sont destinés à fournir des lignes directrices aux collaboratrices et collaborateurs du siège et des projets locaux de la DWHH dans leurs activités. Les objectifs de la DWHH ne sauraient être poursuivis que dans le cadre d'un dialogue avec ses partenaires, au niveau des pouvoirs publics, des ONG et des groupes cibles. Cela comprend formellement une activité de lobbying en Allemagne et à l'étranger en faveur des démunis. La présente approche sectorielle est destinée à poser les bases d'un tel dialogue.

Manfred Hochwald

Directeur du département Programmes et Projets

SOMMAIRE

LISTE DES SIGNES ET ABBREVIATIONS	6
LISTE DES ILLUSTRATIONS, ENCADRES ET TABLEAUX	7
SYNTHESE.....	8
1 CADRE GÉNÉRAL.....	11
1.1 Introduction.....	11
1.2 Objectifs et destinataires de l'approche sectorielle	11
2 LA SECURITE ALIMENTAIRE: UNE DÉFINITION	13
3 L'ALIMENTATION DE 842 MILLIONS DE PERSONNES N'EST PAS ASSUREE DANS LE MONDE	14
3.1 Le problème	14
3.2 Sécurité alimentaire et pauvreté – Les causes de la faim et de la sous-alimentation	18
3.3 L'insécurité alimentaire comme conséquence des conflits armés.....	23
3.4 Droit fondamental à l'alimentation	24
4 LA SECURITE ALIMENTAIRE COMME SECTEUR DE PROMOTION AUTONOME.....	26
5 GUIDE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS: LES PROJETS DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE	30
5.1 Objectifs et approches de l'activité de la DWHH dans les projets et programmes de sécurité alimentaire	30
5.2 Champs d'action de la sécurité alimentaire.....	31
5.2.1 Promotion d'une production agricole appropriée.....	31
5.2.2 Promotion d'organisations de base à l'échelon du groupe cible	32
5.2.3 Accès amélioré à l'eau potable.....	34
5.2.4 Soutien du système de soins de base et de conseil nutritionnel	34
5.2.5 Promotion de l'infrastructure de communication communale en tant que tâche collective de la population rurale.	36
5.3 Instruments et stratégies des projets de sécurité alimentaire	37
5.3.1 Études de base: Analyse de la situation alimentaire et vérification de l'impact du projet	37
5.3.2 Systèmes d'alerte précoce	38
5.3.3 <i>Food for Work, Cash for Work</i> et programmes alimentaires en tant qu'instruments de la sécurité alimentaire	39
5.3.4 Particularités dans les situations de conflit et de crise	44
5.4 Orientation sur les groupes cibles et approche de genre	45
ANNEXE 1 La sécurité alimentaire dans le débat international	49
ANNEXE 2 États souffrant d'insécurité alimentaire au niveau national - sur la base de critères de sélection macroéconomiques	51
ANNEXE 3 Leçons tirées des projets alimentaires au niveau communal en Asie et en Afrique	55
ANNEXE 4 Exemples d'indicateurs d'impact permettant de vérifier l'amélioration de la sécurité alimentaire dans une région de projet	57
ANNEXE 5 Bibliographie et sources.....	59
ANNEXE 6 Documents de travail de la DWHH parus jusqu'ici	65

LISTE DES SIGNES ET ABREVIATIONS

BMZ	Ministère fédéral de la coopération économique et du développement
CfW	<i>Cash for Work</i>
DSE	Fondation allemande pour le développement international
DWHH	Deutsche Welthungerhilfe (nom allemand d'Agro Action Allemande)
États ACP	Communauté d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ayant passé un accord de partenariat avec la Communauté européenne (Accord de Cotonou)
EU	Union européenne
FANTA	Projet d'Assistance Technique pour l'Alimentation et la Nutrition
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies
FfW	<i>Food for Work</i>
FIAN	Food First Information and Actions Network
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
IDH	Indice de Développement humain
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRFDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
s. a.	sans année
SCN	Comité Permanent sur la Nutrition des Nations Unies
SICIAV	Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité
UN ACC/SCN	Comité administratif des Nations unies pour la coordination/Sous-comité sur la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VAM	Analyse et cartographie de la vulnérabilité

LISTE DES ILLUSTRATIONS, ENCADRÉS ET TABLEAUX

	Page
<u>Illustrations</u>	
Figure 1:	La faim et la sous-alimentation dans le monde en 2001 15
Figure 2:	Système causal de la sous-alimentation 19
Figure 3:	La sécurité alimentaire en transition de l'aide d'urgence et de l'aide à la survie au projet sectoriel : changement de signification des activités, méthodes et instruments 28
<u>Encadrés</u>	
Encadré 1:	Les groupes socio-économiques à risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle 17
Encadré 2:	Insécurité alimentaire - Pauvreté – Destruction de l'environnement 20
Encadré 3:	VIH/sida et sécurité alimentaire 21
Encadré 4:	Les femmes et l'insécurité alimentaire 22
<u>Tableaux</u>	
Tableau 1 :	Orientation vers l'objectif et vers le groupe cible, conditions cadre et contenus de différents types de projet et de leurs contributions à la sécurité alimentaire 27
Tableau 2 :	<i>Food for Work, Cash for Work</i> et programmes d'alimentation en tant qu'instruments de la sécurité alimentaire. Possibilités, limites et recommandations 41
Tableau A1:	Conférences internationales depuis 1990, pertinentes pour la sécurité alimentaire 49
Tableau A2:	Classification des États PRFDV à indice d'export-import désavantageux concernant les denrées alimentaires selon des données sélectionnées de sécurité alimentaire. 51

SYNTHESE

La Deutsche Welthungerhilfe (DWHH) s'engage depuis sa fondation en faveur de l'amélioration de la situation alimentaire et des conditions de vie des pauvres et des affamés dans les pays en développement. Son activité vise à aider des individus en détresse à survivre et à permettre aux pauvres et aux affamés d'assurer leur subsistance de leurs propres moyens. La présente approche sectorielle sur la sécurité alimentaire constitue le cadre conceptionnel et le consensus de notre organisation et de ses partenaires concernant les objectifs et les activités d'une sécurité alimentaire durable. Elle est destinée en première ligne aux collaboratrices et collaborateurs de l'organisation elle-même et à ceux de ses partenaires, mais s'adresse aussi aux cofinanciers de la DWHH et au public spécialisé intéressé.

La DWHH partage les définitions de la sécurité alimentaire reconnues sur le plan international. Selon ces définitions, « la sécurité alimentaire est atteinte au niveau national, régional et budgétaire lorsque chacun jouit, en toutes circonstances, d'un accès physique, social et économique, à une quantité suffisante de denrées saines et nutritives pour lui permettre de mener une vie saine et active ». Suffisamment de denrées alimentaires doivent être disponibles pour que tous aient accès à ces aliments (sécurité alimentaire) et que leur utilisation et assimilation correctes soient assurées (sécurité nutritionnelle). Au début du nouveau millénaire (1999-2001), l'alimentation de 842 millions d'hommes n'est pas assurée sur notre planète. 96 pour cent d'entre eux vivent dans les pays en développement. Les tendances en matière de développement diffèrent d'une région à l'autre. On constate que sur le plan global, les progrès de la sécurité alimentaire ne suffiront pas à atteindre l'objectif fixé par la communauté mondiale de réduire de moitié le nombre des affamés d'ici 2015. Certains groupes à risques socio-économiques et physiologiques sont particulièrement touchés ou menacés par l'insécurité alimentaire. On estime que des millions d'enfants dans le monde souffrent de sous-alimentation aiguë et/ou chronique et de leurs conséquences. Des millions, voire des milliards de gens, souffrent de carences en vitamines et en minéraux.

Les causes de ces problèmes sont complexes, multisectorielles et il faut les rechercher à différents niveaux. Il convient de les analyser de manière plus détaillée dans leur contexte respectif pour pouvoir projeter et réaliser des projets et programmes appropriés d'amélioration de la sécurité alimentaire, de façon à ce qu'ils puissent développer des effets effectifs et efficients. La pauvreté, sous ses facettes les plus diverses, en est

incontestablement l'une des causes majeures, mais elle est aussi le résultat de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans le contexte de la sécurité alimentaire, les questions relatives à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, le rapport avec la diffusion du VIH/sida, les questions se rapportant au rôle spécifique des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'égalité entre hommes et femmes ainsi que l'importance des conflits et des crises (dans le sens de conflits armés), revêtent une particulière importance. La sécurité alimentaire et nutritionnelle n'est pas seulement un besoin basique et un facteur de développement décisif, mais aussi un droit fondamental.

La DWHH déploie ses activités dans le domaine de la sécurité alimentaire sous la forme d'un volet autonome à l'intersection entre l'aide d'urgence et l'aide à la survie, plutôt à court terme, et des projets à moyen et long terme de développement rural ou des projets sectoriels spécifiques. Les différentes approches et instruments de promotion, tels que la promotion de l'auto-promotion, la participation, la durabilité, la vulgarisation, l'aide en matériel et l'aide alimentaire, revêtent une importance plus ou moins grande pendant le déroulement des projets de sécurité alimentaire.

Dans le secteur de la sécurité alimentaire, la DWHH vise à fournir sa contribution à la réduction de moitié de l'insécurité alimentaire et à promouvoir le potentiel d'auto-promotion des pauvres et des affamés pour leur permettre d'assurer à moyen et long terme leur subsistance par leurs propres moyens. Dans ce cadre, la DWHH se concentre surtout sur les habitants de l'espace rural. Dans la mesure du possible, elle coopère avec des organisations partenaires locales. Elle conçoit, planifie et met en oeuvre des projets et des programmes de sécurité alimentaire conjointement avec ces partenaires et avec les groupes cibles en se basant sur une approche intégrée. La durabilité des activités et la prise en compte des aspects de genre sont considérées comme les tâches horizontales les plus importantes.

Se guidant sur son expérience, la DWHH considère comme ses champs d'action prioritaires dans les projets de sécurité alimentaire:

- la promotion d'une production agricole appropriée ;
- la promotion d'organisations de base à l'échelon du groupe cible ;
- l'accès amélioré à l'eau potable
- le renforcement des soins de santé de base et du conseil nutritionnel et
- la promotion de l'infrastructure de communication communale en tant que tâche d'intérêt commun de la population rurale.

Dans ses projets de sécurité alimentaire, la DWHH recourt à des outils et des stratégies appropriés ou se propose de le faire. Ce sont

- des études de base et des enquêtes d'impact ;
- des systèmes d'alerte précoce ;
- *Food for Work*, *Cash for Work* et des programmes de nutrition.

Dans l'avenir, les particularités de la coopération au développement en général et de la sécurité alimentaire en particulier seront davantage pris en compte dans le contexte des conflits et des crises et intégrés à la gestion de projet à l'aide d'outils d'analyse et d'intervention adaptés.

L'une de ces caractéristiques est le rapport direct des projets de sécurité alimentaire avec les groupes cibles affamés et vulnérables, principe dont on ne s'écarte que dans des cas exceptionnels, dans le contexte des crises et des conflits par exemple. Les intérêts des femmes et des hommes sont pris en compte dans le sens d'une égalité des droits des sexes.

1 CADRE GÉNÉRAL

1.1 Introduction

Les objectifs de la Deutsche Welthungerhilfe (DWHH), à savoir offrir une aide à la survie à des individus en profonde détresse et permettre aux affamés et aux pauvres d'assurer leur subsistance de leurs propres moyens, mettent en évidence l'importance particulière que revêtent les programmes de sécurité alimentaire dans l'activité de la DWHH à l'étranger. Elle contribue ainsi à l'amélioration économique, écologique et sociale durable de la situation des intéressés et de leur famille et participe à des activités de réduction des risques et de prévention des crises alimentaires.

Au coeur de son engagement dans le domaine de l'amélioration de la situation alimentaire se trouve la promotion des capacités d'auto-promotion des habitants de nos pays partenaires. La DWHH concentre son engagement dans le secteur de la sécurité alimentaire sur les régions les plus touchées par le problème, en Afrique noire et dans les Caraïbes. Les autres régions où sont mis en œuvre des projets de sécurité alimentaire sont l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est et de plus en plus souvent l'Asie centrale. Depuis le milieu des années 90, on a réussi à atteindre approx. 750.000 personnes dans le monde. Le grand impact des projets est atteint pour l'essentiel en coopérant avec des organisations non gouvernementales (ONG) locales.

L'approche sectorielle sur la sécurité alimentaire se base sur trois options de fond:

- l'exposition du problème et du risque alimentaire dans les pays en développement (chapitres 2 et 3) comme préalable pour en découler des mesures appropriées d'amélioration de la situation;
- les conceptions de la DWHH en matière de sécurité alimentaire (chap. 4) et
- la présentation des objectifs et contenus des projets encouragés par la DWHH dans le domaine de la sécurité alimentaire (chapitre 5).

1.2 Objectifs et destinataires de l'approche sectorielle

L'approche sectorielle de sécurité alimentaire de la DWHH s'adresse en premier lieu à ses collaboratrices et collaborateurs au siège et dans les projets sur place ainsi qu'aux partenaires. Elle leur fournit des lignes directrices pour leur activité dans les projets et programmes de sécurité alimentaire. Elle est d'ailleurs elle-même le résultat d'un dialogue intense entre les collaboratrices et collaborateurs de la DWHH en Allemagne et à l'étranger et ses organisations partenaires et reflète le consensus sur le fond et l'approche qui règnent au sein de l'organisation sur le plan des objectifs et des activités.

Cette approche est également destinée à informer les cofinanciers (potentiels) de la DWHH et le public spécialisé de ses priorités sur le fond, les stratégies et les exigences dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

L'analyse des causes de l'insécurité alimentaire met en évidence que les problèmes alimentaires ne peuvent être maîtrisés qu'en mobilisant une approche intégrée à plusieurs niveaux. Dans ses activités, la DWHH accorde la priorité aux projets et programmes proches des groupes cibles, qui se préoccupent avant tout des causes directes et profondes de l'insécurité alimentaire au niveau micro et méso, et bénéficient directement aux groupes cibles en voie de paupérisation et confrontés au risque alimentaire dans les pays partenaires. L'approche sectorielle se concentre donc sur ces secteurs.

Par ailleurs, la DWHH s'investit en faveur de l'amélioration de la situation alimentaire dans le monde dans le cadre de la politique structurelle globale par les moyens du lobbying, du dialogue politique et autres instruments. Ce dernier point déborde le cadre de la présente approche sectorielle. Mais elle en offre une bonne base et constitue une aide à l'argumentation en faveur de l'activité dans ce domaine.

2 LA SECURITE ALIMENTAIRE: UNE DÉFINITION

Depuis des décennies, la faim et la sous-alimentation dont souffrent de grandes parties de la population mondiale se trouvent régulièrement à l'ordre du jour des conférences internationales (voir Annexe 1). Dans le sillage de l'orientation de la coopération au développement internationale en faveur de la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire revêt de plus en plus d'importance depuis le début des années 90. Cela reflète la reconnaissance croissante des liens et interactions qui existent entre pauvreté et insécurité alimentaire (SCN 2003).

Il existe un grand nombre de définitions de la sécurité alimentaire. La définition actuelle est partagée, avec des nuances, par un grand nombre d'organisations internationales. Selon cette définition, la sécurité alimentaire est atteinte au niveau national, régional et budgétaire lorsque « chacun jouit, en toutes circonstances, d'un accès physique, social et économique à une quantité de denrées saines et nutritives suffisante pour lui permettre de mener une vie saine et active. » (FAO 1999 et 2000a). On part du principe que la sécurité alimentaire est assurée lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- La disponibilité des aliments est assurée (*food supply security*), c'est-à-dire que l'autoproduction, le commerce ou même les aides alimentaires assurent la quantité de nourriture nécessaire à l'alimentation humaine au niveau national pendant une longue période.
- L'accès aux aliments ou leur achat est assuré (*food consumption security*), c'est-à-dire que le pouvoir d'achat des individus suffit à couvrir les déficits dans l'autoproduction d'aliments par des achats. A part le revenu éventuel retiré de la production agricole, le pouvoir d'achat est déterminé en beaucoup d'endroits par l'accès à un revenu extra-agricole.
- La transformation et l'assimilation physiologique des aliments est assurée et les individus ne souffrent pas de sous-alimentation (*nutrition security*), à savoir que la quantité, qualité et hygiène des aliments (y compris celle de l'eau potable), de leur préparation, stockage et composition couvrent les besoins physiologiques des individus et que l'alimentation peut être bien assimilée par le corps. Cela requiert que les individus soient en bonne santé, car les maladies infectieuses en particulier peuvent troubler l'ingestion des aliments et l'assimilation des substances nutritives.

En raison de cette distinction, il est judicieux de faire, comme dans les pays anglo-saxons, la distinction entre la sécurité de l'approvisionnement et de la consommation (*food [supply and consumption] security*) et la sécurité nutritionnelle (*nutrition security*). Les termes faim et insécurité alimentaire sont employés indifféremment dans le cadre de la présente approche sectorielle.

3 L'ALIMENTATION DE 842 MILLIONS DE PERSONNES N'EST PAS ASSURÉE DANS LE MONDE

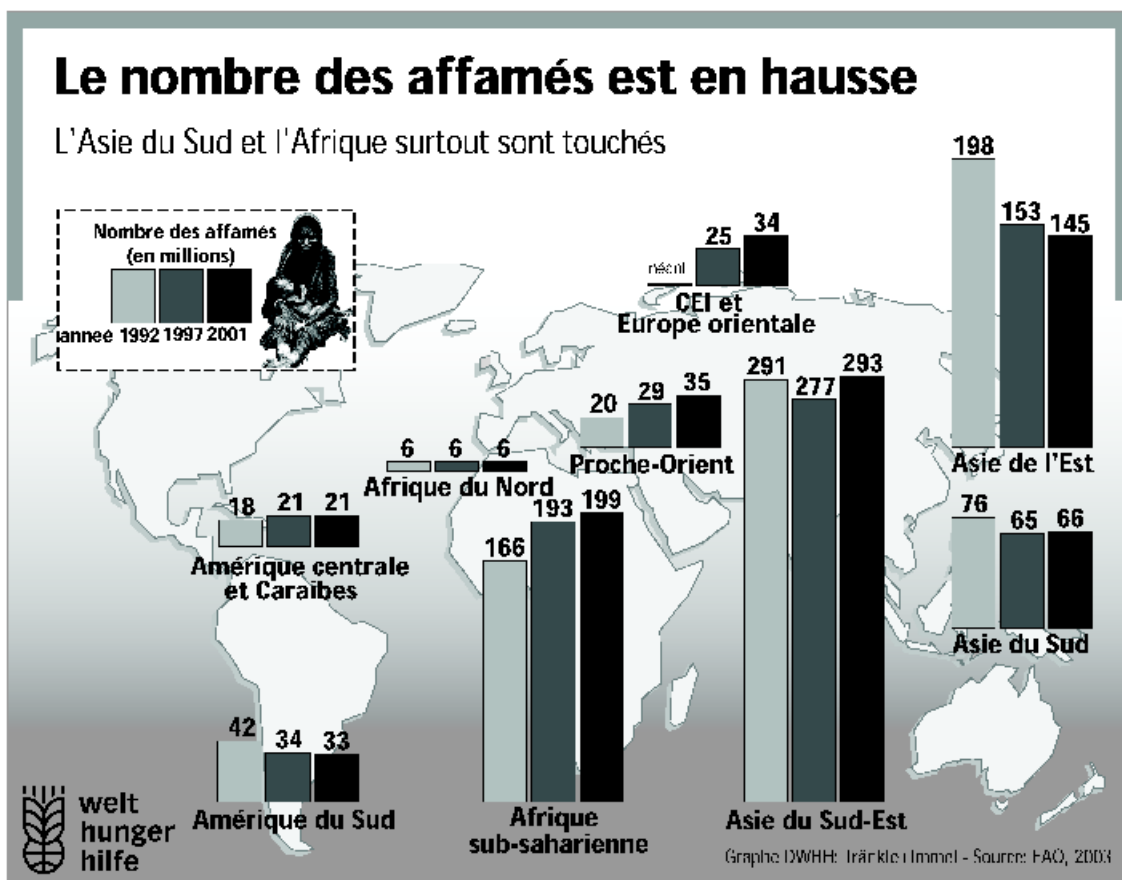
Le problème

Dans l'exposition de l'état de la situation alimentaire mondiale et de ses tendances, bonnes et mauvaises nouvelles se relayent. La bonne nouvelle, c'est que le nombre des affamés a diminué dans le monde dans les années 90 du dernier millénaire. Le nombre des affamés a constamment diminué dans toute une série de pays. On trouve dans cette catégorie à la fois des pays de toutes les régions en développement, de grands pays sur la voie de la prospérité comme le Brésil et la Chine où l'insécurité alimentaire était encore modérément répandue au début des années 90, et des petits pays qui accusaient naguère des taux élevés d'insécurité alimentaire, comme le Tchad, la Guinée, la Namibie et le Sri Lanka. 22 pays, qui au début des années 90, accusaient une tendance à la hausse du nombre des affamés, ont réussi à l'inverser dans la deuxième moitié des années 90. On compte parmi eux le Bangladesh, le Cambodge, Haïti, le Nicaragua, le Mozambique et l'Ouganda.

Ces évolutions positives sont malheureusement contrebalancées par une foule de mauvaises nouvelles. Malgré l'amélioration constante des taux de sécurité alimentaire au début des années 90, soit un recul du nombre des affamés de 38 millions (1990-1995), la situation a changé du tout au tout au milieu des années 90. Depuis 1995-97, leur nombre a de nouveau augmenté de 18 millions. L'objectif de la communauté internationale de réduire de moitié le nombre des affamés d'ici 2015 est ajourné à plus tard. Pour l'atteindre, il faudrait accélérer de douze fois la cadence des améliorations par rapport à aujourd'hui.

L'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations-Unies (FAO) dans son rapport publié en 2003 sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, estime le nombre des personnes qui n'avaient pas assez à manger au début du nouveau millénaire (1999-2001) à 842 millions. La diffusion de la faim présente des différences régionales accusées. 95 % des victimes, soit 798 millions d'hommes, vivent dans les pays en développement, 4 %, soit 34 millions, dans les pays en transition de l'ancien bloc de Varsovie et env. 1 %, soit 10 millions, dans les pays industrialisés. La figure 1 (p. 15) illustre la faim et la sous-alimentation sous son aspect régional à un degré différent.

Figure 1: La faim dans le monde en 2001



Les points forts régionaux du problème de la sous-alimentation se situent en Afrique du Sud, en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est, ainsi que dans les Caraïbes, où vivent près des trois cinquièmes de tous les individus souffrant de sous-alimentation. Nombre de ces pays sont des *pays à faible revenu et à déficit vivrier (PRFDV)* (voir Annexe 2), qui ne produisent pas assez de denrées alimentaires et auxquels leur situation économique ne permet que difficilement de faire les importations de denrées alimentaires nécessaires. Dans ce cas, l'aide alimentaire contribue souvent à compenser la pénurie.

L'Asie orientale et la région du Pacifique déclarent des baisses aussi en ce qui concerne les chiffres absolus. La Chine a été le seul pays à réussir à faire régresser substantiellement le pourcentage de la population souffrant de sous-alimentation, en l'occurrence 58 millions d'individus, durant la période de 1991 à 2001. En revanche, l'Inde a enregistré une régression du nombre des affamés de 20 millions entre 1990 et 1992, mais a connu une hausse de 19 millions au cours des quatre années qui ont suivi. De même, la situation est critique sur le continent africain. De plus en plus d'individus chaque année y souffrent de sous-alimentation. De 166 millions en 1992,

on est passé au chiffre record de 199 millions en 2001. Les États d'Afrique centrale accusent l'évolution la plus critique (FAO 2003).

A l'intérieur des différents pays, la situation peut être très différente d'une région à l'autre. Dans le cadre des mesures d'amélioration de la situation alimentaire, il convient donc de distinguer la dimension globale et nationale de l'insécurité alimentaire (=niveau macro) de la situation dans des régions et communes sélectionnées au sein de ces pays (niveau meso) ainsi qu'au niveau des ménages et individuel (niveau micro). Le problème existe souvent au niveau méso et micro dans une série de pays qui, de par leurs données macroéconomiques, n'appartiennent pas au groupe des *pays à faible revenu et à déficit vivrier* (PRFDV) ou de ceux qui accusent un haut degré d'insécurité alimentaire. Ainsi, la sécurité alimentaire est le principal problème dans certaines régions isolées, p. ex. au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, mais aussi au Brésil et en Chine, qui, en moyenne, n'accusent au niveau national que des problèmes alimentaires modérés.

Les groupes à risques et les victimes de l'insécurité alimentaire sont des personnes, des ménages et/ou des collectivités vivant dans des conditions instables, dont des chocs ou des besoins spécifiques peuvent entraîner une insuffisance temporaire ou durable de leur alimentation qui venait juste d'être sécurisée et qu'ils souffrent d'insécurité alimentaire et/ou soient sous-alimentés. A l'intérieur de ces pays et régions, certains groupes sont particulièrement menacés de par leur situation socio-économique (Encadré 1, p. 19).

A côté de ces groupes, qui de par leurs conditions socio-économiques sont exposés à un risque accru d'insécurité alimentaire, on trouve différents groupes prédisposés aux problèmes alimentaires de par leur constitution. Les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement touchés par les suites mesurables de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation. Selon des estimations (UN SCN 2000), en l'an 2000, 182 millions d'enfants dans le monde souffraient de retard de croissance (« sous-alimentation chronique »), 150 millions souffraient d'insuffisance pondérale et 51 millions n'avaient plus que la peau sur les os (sous-alimentation aiguë). En plus de leurs besoins nutritifs spécifiques, les femmes enceintes, et qui allaitent sont, à côté des enfants et des nourrissons, touchées ou menacées tout particulièrement dans les régions à approvisionnement insuffisant en produits alimentaires.

Encadré 1: Les groupes socio-économiques à risque d'insécurité alimentaire

Les enquêtes du *système d'information et de cartographie sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires* (FIVIMS) ont identifié comme particulièrement vulnérables, sur la base d'analyses détaillées, les groupes suivants dans un pays et une région.

- **Les victimes de conflits et de crises** : déplacés internes, réfugiés, rapatriés sans terre, victimes de mines terrestres, invalides de guerre, veuves et orphelins de guerre ;
- **Les migrants et leurs familles** : éleveurs sans troupeau ou avec un petit troupeau à eux, migrants du travail, familles ayant une femme à leur tête et abandonnées eux par des hommes qui sont allés travailler ailleurs ;
- **Les groupes de population marginaux dans les zones urbaines** : élèves quittant l'école sans diplôme, chômeurs, conducteurs de taxis à bras et de motos taxis, migrants récents, habitants des slums, dockers et porteurs, ouvriers du bâtiment, personnes travaillant dans le secteur informel, personnes sans domicile fixe, orphelins, enfants de la rue, mendiants, personnes seules à faible revenu et sans aide (personnes âgées, retraités, veufs et veuves, divorcés, invalides et handicapés) ;
- **Les groupes sociaux à risques** : peuples indigènes, minorités ethniques, analphabètes ;
- **Certains membres ou tous les membres de ménages à faibles revenus et aux systèmes de vie vulnérables** : paysans pratiquant une agriculture de subsistance et petits paysans, ménages paysans dirigés par des femmes, ouvriers agricoles sans terres, pêcheurs, éleveurs nomades, éleveurs sédentaires et petits éleveurs, agropasteurs, habitants de la forêt, petits paysans et maraîchers dans les zones périurbaines, journaliers ;
- **Les membres dépendants de grandes familles et les personnes isolées** : personnes âgées, femmes en âge de procréer (en particulier les femmes enceintes et allaitantes), enfants en bas âge et nourrissons, handicapés et malades.

Source : FAO (1999), p. 15

Par le passé, on a accordé une attention particulière aux enfants sous-alimentés. Mais le problème de la sécurité alimentaire se pose tout au long du cycle de vie. La sous-alimentation des enfants et des mères commence souvent pendant la grossesse et l'allaitement et se poursuit pendant la jeunesse et l'âge adulte jusqu'au « troisième âge » (UN ACC/SCN 2000).

Ces groupes à risques socioéconomiques et physiologiques sont souvent les groupes cibles des projets et des programmes (ceux de la DWHH aussi) visant l'amélioration de la situation alimentaire (voir chapitre 5.4). Pour savoir quelles personnes sont particulièrement touchées ou vulnérables et quels problèmes alimentaires dominent, il faut

procéder à une analyse plus précise de la situation alimentaire et de ses déterminants (voir chap. 5.3.1) dans le contexte national et/ou régional spécifique.

A côté des formes décrites ci-dessus de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition protéino-calorique, les carences en micronutriments, en particulier en fer, iode et en vitamine A sont largement répandues et leurs conséquences sont graves. Elles surviennent tout particulièrement là où les individus n'ont pas assez à manger ou bien où la nourriture habituelle n'est pas assez diversifiée, p. ex. en cas de repas monotones basés sur des denrées vivrières de base (céréales ou racines et tubercules). On estime (Mason et al. 2001 et Kennedy et al. 2003) que sur notre planète

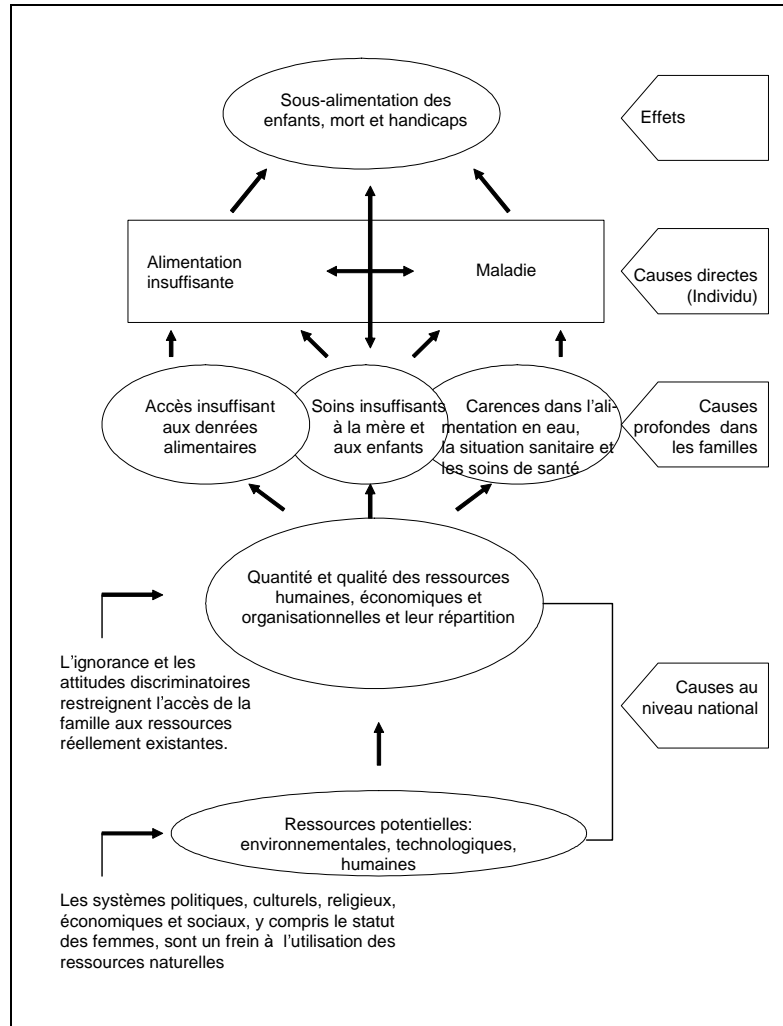
- 2 milliards d'adultes – plus particulièrement les femmes – et les enfants souffrent de carences en fer;
- 741 millions d'individus souffrent d'un goitre par suite de manque d'iode et que
- 140 millions d'humains souffrent de carence en vitamine A sous-clinique, dont beaucoup d'enfants préscolaires, et sont donc exposés à un risque de cécité.

Sécurité alimentaire et pauvreté – Les causes de la faim et de la sous-alimentation

Les causes de la faim et de la sous-alimentation se situent à différents niveaux, concernent un grand nombre de domaines et/ou secteurs de la vie et champs politiques et se conditionnent mutuellement (voir fig. 2, p. 19). Cela met aussi en évidence qu'il n'y a pas une seule cause et une seule mesure d'amélioration de la situation alimentaire. Les mesures d'amélioration de la situation alimentaire devraient toujours cibler plusieurs causes.

Figure 2: Système de causes de l'insécurité alimentaire

(modifié selon UNICEF 1998, p.30)



Le schéma causal montre qu'il convient de faire une distinction entre la sous-alimentation aiguë et la faim aiguë, qui surviennent souvent à la suite de pénuries alimentaires provoquées par des catastrophes naturelles, des guerres et des maladies, et la sous-alimentation chronique. Cette dernière est l'expression d'un phénomène d'origine structurelle souvent en corrélation avec une série de conditions d'ensemble défavorables au niveau méso et macro. On compte parmi elles, outre les facteurs représentés explicitement dans l'illustration ci-dessus, d'autres facteurs, plutôt implicites comme p. ex. l'insuffisance du pouvoir d'achat, des moyens d'exploitation inadaptés, le manque d'accès aux services de base (conseil, santé, éducation), une pression démographique élevée, la gestion non durable des ressources naturelles en raison de be-

soins à court terme (voir encadré 2) et l'absence de participation aux décisions politiques. Une seule personne, une seule famille ou un seul ménage n'est jamais confronté à ces conditions d'ensemble et au problème de la sous-alimentation chronique qui en résulte, mais toute une région ou parfois un pays entier. Les femmes sont particulièrement touchées.

Encadré 2: Insécurité alimentaire - Pauvreté – Destruction de l'environnement

L'insécurité alimentaire et la pauvreté entraînent souvent la gestion irréfléchie des ressources naturelles pour satisfaire des besoins immédiats. Les intéressés doivent risquer la destruction de leurs propres bases de production à moyen et à long terme souvent par manque d'alternatives. La production agricole continuera de s'accompagner d'énormes dommages pour l'environnement dans de grandes parties des pays du tiers-monde. La pression d'utilisation élevée sur des « sites limites », comme p. ex. dans le Sahel ou les régions montagneuses, favorise le processus de désertification, de salinité et d'érosion des sols. L'extension des terres exploitées aux zones boisées vierges, jointe aux péchés environnementaux des pays industrialisés, contribuera à aggraver l'effet de serre et à faire disparaître d'autres espèces. Dans un premier temps, la croissance démographique, le recul de la fertilité des sols et les besoins de devises vont aggraver ces processus.

Les enseignements tirés des projets de sécurité alimentaires au niveau communal en Asie et en Afrique (voir Annexe 3) montrent qu'une prise en compte ciblée de ces multiples causes par des facteurs internes aux programmes (p. ex. sensibilisation à la problématique, mesures appropriées de conseil nutritionnel, génération de revenus, bonne gestion de programme) peut entraîner une amélioration de la situation alimentaire lorsque les conditions globales sont positives (p. ex. volonté politique d'amélioration alimentaire et de réduction de la pauvreté et participation de la population, en particulier des femmes, aux mécanismes de décision).

En analysant les facteurs-clés (FAO 2003, p. 8) qui ont contribué à la baisse du nombre des affamés ces dernières années, on constate qu'une combinaison de six facteurs a joué un rôle déterminant. Ce sont la croissance démographique, la croissance par tête du produit intérieur brut, les dépenses de santé par rapport au produit intérieur brut, le pourcentage des adultes infectés au VIH (voir encadré 3, p. 21), le nombre de crises alimentaires et l'indice du développement humain (IDH), qui est lui-même un indicateur composé de nombreux facteurs économiques et sociaux. Deux ans auparavant, on avait déjà identifié des variables qui reflétaient des crises nationales extrêmes (fréquence des crises alimentaires, perte des droits civils et recul de l'espérance de vie) et d'autres qui reflétaient une croissance de la productivité agricole, comme des grandeurs ayant une influence significative sur la diffusion de l'insécurité alimentaire (FAO 2001, p. 7).

Encadré 3: VIH/sida et insécurité alimentaire

La prévention et la thérapie du VIH/sida ont été longtemps considérées d'un point de vue purement médical et dans le cadre de programmes sanitaires. Entre temps, on s'est aperçu que le VIH/sida devait être considéré comme un problème de société, ayant des causes et des effets économiques et sociaux de grande envergure. Dans la sécurité alimentaire p. ex., ce problème joue un rôle particulier. Il convient de prendre en compte les relations suivantes:

VIH/sida et sécurité alimentaire

- Le VIH/sida a des effets catastrophiques sur la sécurité alimentaire des individus, de leur famille et des collectivités, car il touche surtout la partie productive des sociétés. Au fur et à mesure que leur maladie s'aggrave, les personnes infectées et celles atteintes de la maladie deviennent incapables de cultiver leurs champs ; ne gagnent plus assez pour nourrir leur famille, envoyer leurs enfants à l'école et payer leurs propres soins et ceux de leur famille. La disparition des personnes infectées fait perdre du savoir et de l'expérience humains (*human capital*). Des enfants perdent leurs parents et grandissent dans des conditions sociales, psychologiques et économiques extrêmement difficiles. La pauvreté en est renforcée.
- L'insécurité alimentaire favorise des mécanismes d'adaptation (*coping mechanisms*) pour se procurer des revenus, souvent liés à un risque accru de VIH/sida, p. ex. la migration, la prostitution.

VIH/sida et sécurité alimentaire

- Les malades du VIH/sida ont des besoins accrus en calories, protéines, vitamines et minéraux (même si on ne sait pas encore très bien quelle quantité de nutriments est recommandée). C'est particulièrement problématique dans des conditions de vie où les besoins "normaux" ne sont déjà pas couverts.
- Le VIH/sida renforce le cercle vicieux des maladies infectieuses et de la sous-alimentation.
- La sous-alimentation des personnes infectées accélère le cours de la maladie. Beaucoup de médicaments contre le sida doivent être ingérés avec de la nourriture pour réduire leurs effets secondaires sur le tube gastro-intestinal. Les effets secondaires de ces médicaments sont souvent la perte d'appétit et la diarrhée, qui à leur tour perturbent encore plus la situation alimentaire.

Du fait de ces interrelations, les projets et programmes de sécurité alimentaire devraient prendre en compte la sensibilisation à ces liens de cause à effet et la prévention du VIH/sida sous forme d'une tâche horizontale.

Sources : Gillespie s. a., FANTA (2001), FAO et WHO(2002), UN ACC/SCN (2001)

Les quatre facteurs décisifs, qui, dans le passé, ont contribué à l'échelon macro à diminuer l'insuffisance pondérale chez les enfants en bas âge, sont le niveau d'éducation des femmes et leur statut par rapport aux hommes (voir encadré 4), la disponibilité en denrées alimentaires du pays à titre d'indicateur de sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable sûre. Indirectement, le revenu par tête d'habitant national, via les investissements publics et privés, a lui aussi un effet sur la sous-alimentation des enfants en bas âge (Smith and Haddad 2000, p. 65).

Encadré 4: Les femmes et l'insécurité alimentaire

Les femmes sont la clé de la sécurité alimentaire. Elles jouent un rôle important en tant que productrices de denrées alimentaires, de gestionnaires des ressources naturelles, dans la génération des revenus et comme dispensatrices de soins à leur famille. Or, les femmes n'ont souvent qu'un accès restreint à - et un contrôle limité sur - la terre, l'éducation, les crédits, l'information, les technologies et les forums de soutien à la décision. Elles ne peuvent donc épuiser à plein leur potentiel de sécurité alimentaire.

D'autre part, elles sont souvent elles-mêmes victimes d'insécurité alimentaire, à savoir les différentes formes de sous-alimentation, notamment la carence en fer, une prise de poids insuffisante pendant la grossesse et une sous-alimentation pendant l'allaitement.

Les mesures de sécurité alimentaire doivent donc prendre en compte les rôles spécifiques au sexe, les tâches et centres d'intérêt des hommes, des femmes, des jeunes filles et des garçons, afin de réduire les déséquilibres existants. Les effets des programmes et des projets doivent être identifiés et évalués séparément pour les groupes cible féminins et masculins.

Sources : Quisumbing 1995, Smith et al. 2003, SCN 2003, p. 28 et suiv.

Il apparaît donc que les déterminants les plus importants dans la lutte contre la faim et les facteurs de succès dans la lutte contre la sous-alimentation des enfants en bas âge sont des facteurs qui caractérisent une situation de pauvreté et de négligence généralisée de larges couches de la population. La pauvreté sous toutes ses facettes est la cause majeure de la sous-alimentation. Il convient donc d'analyser dans les pays et le contexte régional respectifs lesquels des différents facteurs de pauvreté jouent le plus grand rôle dans un contexte spécifique et promettent donc le plus grand succès (voir chapitre 5.3.1) comme secteurs d'intervention des projets et programmes.

Comme l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a des effets graves, qui entravent les facultés physiques et intellectuelles des adultes, des jeunes et des enfants, de leurs enfants et donc de sociétés entières, la faim et la sous-alimentation doivent être considérées comme des causes importantes de la pauvreté. Parmi leurs effets, on compte l'insuffisance pondérale, notamment chez les nouveaux-nés et les enfants en bas âge, la diminution des facultés physiques et intellectuelles diminuées allant de pair avec la

réduction des aptitudes à l'apprentissage et à la productivité dans les écoles et sur les postes de travail, des séquelles physiques et intellectuelles spécifiques, souvent irréversibles, une prédisposition accrue aux maladies infectieuses, qui affaiblissent encore plus le corps, et une mortalité accrue. On estime que plus de la moitié des 11 millions de décès annuels d'enfants en bas âge sont directement ou indirectement attribuables à des formes légères et graves de sous-alimentation (UNICEF 1998).

La transmission de la sous-alimentation d'une génération à l'autre - de la femme enceinte sous-alimentée à ses filles nouvelles-nées, qui deviennent en grandissant des jeunes filles et des femmes sous-alimentées, qui la transmettent elles-mêmes à leurs enfants, entraîne aussi la perpétuation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté (SCN 2003).

3.3 L'insécurité alimentaire comme conséquence d'un conflit armé

Un coup d'oeil jeté sur les conflits et les crises (entendues comme conflits armés) qui sévissent sur notre planète, nous montre que les conflits armés, guerres civiles, aspirations à l'indépendance disputées par les armes, mais aussi les putschs et les embargos, entraînent ou aggravent la faim et la sous-alimentation de larges couches de la population concernée. L'expulsion ou la fuite, généralement provoquée par une crise, entraîne souvent la nécessité d'une aide d'urgence et à la survie externe à ces individus, car ils sont souvent coupés de leurs lieux de production et ne disposent en général que de réserves financières insuffisantes pour se procurer des vivres par un autre moyen, du moins pacifique. Les fournitures de vivres dans les camps contribuent donc beaucoup à soulager la faim et à assurer la survie des réfugiés.

Mais les conflits du genre décrit ci-dessus provoquent aussi des cas problématiques moins spectaculaires d'insécurité alimentaire. Si ces conflits bloquent les fonds publics, cela se répercute aussitôt sur la capacité d'auto-promotion de la population. L'accès à des semences appropriées et l'approvisionnement en autres moyens de production peut être entravé ou interrompu; la culture et les récolte de produits vivriers peuvent être menacées par des actes de violence, des vols ou des mines ; la vente des produits peut se heurter à l'effondrement des structures de marché et les cas de maladie se multiplier parce que le système de santé ne fonctionne plus, etc. Tout cela génère ou aggrave l'insécurité alimentaire dans des régions où sévissaient déjà avant les crises la pauvreté et la sous-alimentation en raison de leur instabilité économique et écologique. Les pauvres sont souvent impuissants face aux conflits qui ravagent leur propre pays. Il ne leur reste souvent que la fuite comme moyen d'assurer leur survie.

D'autre part, la faim et l'insécurité alimentaire peuvent aussi entraîner des conflits et des crises. Lorsque des gens pensent qu'ils n'ont plus rien à perdre, ils sont prêts à se battre pour accéder aux ressources, au pouvoir politique et au respect de leur identité culturelle (Messer et al. 1998, p. 9). La faim et la sous-alimentation comptent parmi les disparités structurelles qui, outre la conscience sociale du conflit, la disposition au conflit de la société, le poids de la modernisation, les idées collectives de menace et l'insuffisance des mécanismes sociaux de gestion pacifique des conflits (Klingebiel 1999, S. 50), peuvent elles-mêmes devenir des causes de crise. On part du principe qu'un engagement plus prononcé dans les secteurs de la réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire peut aussi être considéré comme une contribution significative à une prévention de crise de grande envergure.

Pour ne pas remettre en cause le succès des efforts en matière de sécurité alimentaire dans les régions enclines aux crises et dans le but d'éviter les crises, il conviendra de prévoir des mesures appropriées de prévention et de gestion des crises au niveau macro sur lesquelles la communauté internationale et les pays concernés devront se mettre d'accord. Toutes les activités au niveau méso, c'est-à-dire les projets et programmes de la DWHH, ne doivent donc pas négliger ce facteur dans des régions sujettes aux crises ou bien frappées par les crises (voir chapitres 5.3.4 et 5.4).

3.4 Droit fondamental à l'alimentation

Le droit à l'alimentation a été proclamé droit fondamental en 1976 dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. D'importantes avancées sur la manière dont il convenait d'aménager et d'insuffler vie à ce droit ont été réalisées en 1996 au Sommet mondial de l'alimentation de Rome. La réalisation de ce droit à l'alimentation sous-tend aussi le débat sur le développement en Allemagne depuis la fin des années 90 et l'accent mis sur la lutte contre la faim et la pauvreté.

Le droit fondamental à l'alimentation implique pour les États signataires plusieurs obligations :

- L'obligation de respecter le droit à l'alimentation exige par exemple que la base de la production (comme le sol) ne puisse être retiré à une famille par l'État (expropriation pour la construction d'une route, l'exploitation d'un minerai, etc.) sans indemnisation correspondante.
- L'obligation de protéger le droit à l'alimentation exige de l'État entre autres qu'il veille à ce qu'un salaire minimum soit payé et intervienne en cas d'expulsion arbitraire ou de vol de bétail.
- L'obligation de donner effet peut impliquer par exemple que l'État doit initier des réformes agraires pour permettre p. ex. aux paysans sans terres menacés de pau-

vreté et de sous-alimentation l'accès aux ressources nécessaires pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins (Wolpold Bosien 2001 et Donner 2004).

Ces engagements dépassent le cadre des frontières nationales et ont donc aussi un caractère impératif pour les États-Unis et l'UE. La réalité en revanche prouve que le subventionnement de la production agricole et l'embarquement des excédents p. ex. ont pour effet de perturber les marchés et la production agricole des pays en développement et menacent par là les bases d'existence des familles paysannes et nomades. Ce sont là les exemples les plus frappants du manque de cohérence entre la politique du développement et d'autres champs politiques. « Il reste encore aux États nantis à s'investir dans le cadre des réformes des institutions [multilatérales] et de leurs programmes, notamment pour que le droit à l'alimentation et les autres droits fondamentaux économiques, sociaux et culturels soient explicitement ancrés comme normes minimales dans la lutte contre la pauvreté et le développement social, et soient résolument mis en oeuvre. (...) La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté ne sont donc dans leurs aspects relevant des droits de l'homme pas seulement un objectif politique, mais une obligation relevant du droit international » (Wolpold-Bosien 2001).

Un groupe de travail interétatique a commencé en 2003 à élaborer des lignes directrices volontaires pour la réalisation du droit fondamental à la nourriture, qui créeront dans le cas idéal, un cadre pour un processus vivant, participatif et public de mise en oeuvre. La réussite dépendra de la globalité et de la fermeté avec lesquelles les lignes directrices pourront être aménagées.

4 LA SECURITE ALIMENTAIRE COMME SECTEUR DE PROMOTION AUTONOME

Aide d'urgence et à la survie – Sécurité alimentaire – Développement rural et projet sectoriel

Partant de la définition de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la présentation du complexe système de causes de l'insécurité alimentaire, l'amélioration de la situation alimentaire doit être comprise comme une tâche multisectorielle mobilisant des approches intégrées. Les projets de sécurité alimentaire sous la forme d'un programme autonome sont mis en œuvre là où le problème majeur des individus d'une région est le risque alimentaire, c'est-à-dire là où on est en présence d'une sous-alimentation aiguë et/ou chronique ou qu'elle menace. Et celle-ci, comme on l'a exposé, ne sera surmontée que lorsque la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la transformation des denrées alimentaires seront assurés.




Le tableau 1 (p. 27) met en évidence les particularités de ce type de programme de sécurité alimentaire par rapport à l'aide d'urgence et l'aide à la survie d'une part et aux projets de développement rural intégré ou sectoriels de l'autre. On soulignera aussi l'orientation spécifique sur l'objectif et le groupe cible, l'approche multisectorielle intégrée ainsi que l'orientation vers l'auto-promotion de ces projets (voir chapitre 5).

Dans le cas des projets d'aide d'urgence et à la survie, les denrées alimentaires mises à disposition assurent l'alimentation des personnes en détresse (p. ex. dans un camp de réfugiés) pendant une période donnée, étroitement circonscrite dans le temps en général. En plus de la promotion des premières capacités d'auto-promotion (aide alimentaire par le biais de mesures *Food for Work* (FfW) ou *Cash for Work* (CfW)) l'aide d'urgence et à la survie fournit de premières contributions à la sécurité alimentaire à court terme en visant à soulager les besoins les plus urgents.

Alors que l'aide d'urgence et à la survie est encore confrontée à des impondérables énormes concernant la planifiabilité et ne pose guère d'exigences quant à la durabilité des mesures - ce qui compte surtout, c'est la survie des bénéficiaires de cette aide – dans le cas des programmes de sécurité alimentaire, l'exigence de sécurité de la planification et de durabilité s'accroît. Cela implique que le rôle des intervenants sur place change : de bénéficiaires plutôt « passifs » ils deviennent co-organisateur et/ou acteurs auto-responsables. La promotion du potentiel d'auto-promotion des personnes impliquées passe au premier plan de la coopération. Les champs d'action – y compris

ceux des activités de formation et de perfectionnement – sont plurisectoriels et intégrés, c'est-à-dire harmonisés entre eux, et visent dans leur globalité l'amélioration durable de la situation alimentaire dans une région définie.

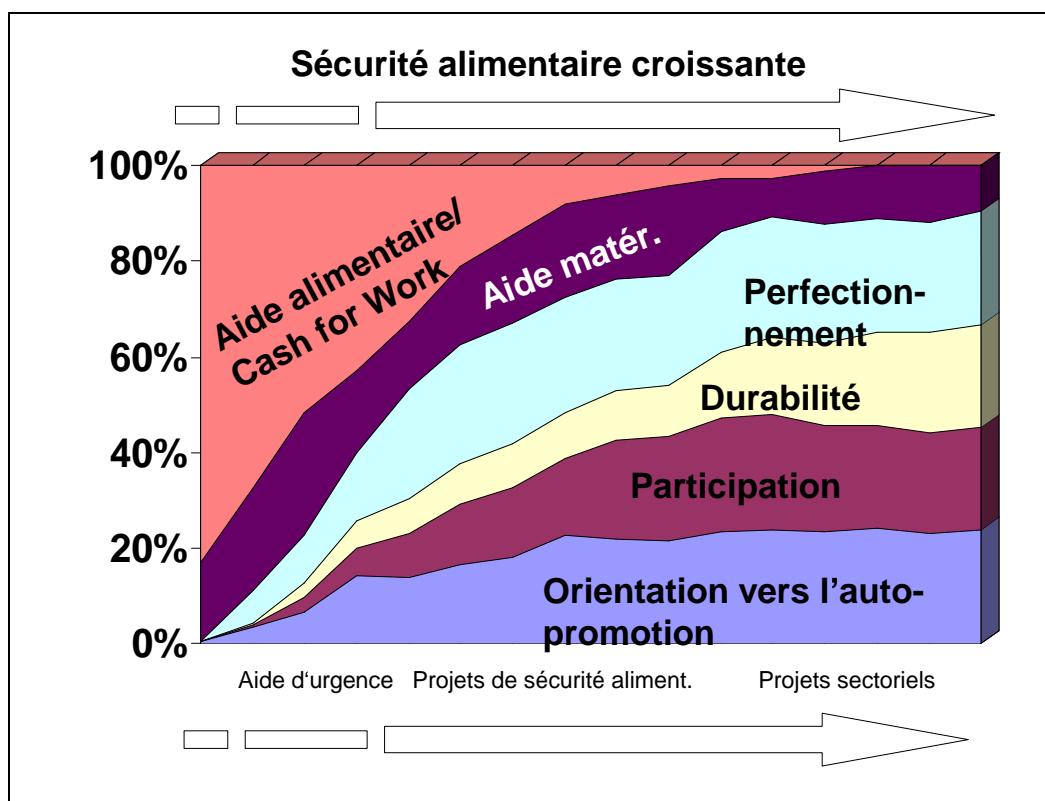
Tableau 1 : Orientation vers l'objectif et vers le groupe cible, conditions d'ensemble et contenus de différents types de projet et de leurs contributions à la sécurité alimentaire

	Aide d'urgence et à la survie	Projets de sécurité alimentaire	Développement rural / projets sectoriels
Orientation sur l'objectif et genre de l'intervention	Assurer la survie dans une situation de profonde détresse par une intervention en général à court terme, bien circonscrite dans le temps	Assurer l'alimentation des individus dans un espace frappé de sous-alimentation chronique par une intervention à impact à court, moyen et long terme	Promotion du développement durable par des interventions à impact à moyen et long terme.
Groupes cibles	Les groupes cibles dans la zone en crise souffrent du manque d'approvisionnement en denrées alimentaires nécessaires à la survie	Une carence alimentaire structurelle dans la région détermine les groupes cibles	La définition des groupes cibles au-delà de la sécurité alimentaire / réduction de la pauvreté
Conditions d'ensemble	Conditions d'ensemble rendant la planification peu fiable 	Fiabilité accrue de la planification 	Fiabilité élevée de la planification 
Aspects d'auto-promotion	Approches d'auto-promotion embryonnaires	Forte orientation sur l'auto-promotion	Promotion de l'auto-promotion
Contributions à la sécurité alimentaire	Disponibilité des denrées alimentaires	Accroissement de la disponibilité, de l'accès, de l'utilisation et de la transformation des denrées alimentaires	contributions sectorielles, p. ex. augmentation de la production agricole
Champs d'action	P. ex., soins thérapeutiques, distribution de vivres, préparation de l'eau potable, abris	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la production agricole • Eau potable • Santé génésique • Infrastructure • Groupes de base, etc. 	Champs d'action spécifiques du projet sectoriel, p. ex. crédit ou infrastructure

Dans les projets sectoriels ou le développement rural intégré, l'insécurité alimentaire de larges couches de la population ne sont pas ou plus le problème majeur. La détection des groupes cibles est axée sur des secteurs de coopération clairement définis.

L'expérience montre que les projets de sécurité alimentaire peuvent prendre le caractère d'une sorte de transition entre l'aide d'urgence et à la survie d'une part et un projet de développement rural intégré ou un projet sectoriel de l'autre. A ce dernier stade de développement se trouvent p. ex. les projets de sécurité alimentaire de la DWHH en Haïti, en Éthiopie, au Mali et au Kenya. Les orientations sur l'objectif et les groupes cibles sont aussi soumis à révision comme les contenus, instruments et méthodes de mise en œuvre, ce que montre la figure 3.

Figure 3: La sécurité alimentaire à l'intersection entre aide d'urgence et à la survie et les projets sectoriels : Changement de signification des mesures, méthodes et instruments (selon Schoeneberger 2001, avec des modifications)



Dans les projets de sécurité alimentaire, les activités projetées conjointement avec la population sont basées sur le principe de l'auto-promotion, ce qui prend de plus en plus d'importance sur le plan de la conception pendant la phase de réalisation et dans la pratique. Ce processus est accompagné d'une intensification de la participation des groupes cibles à la planification, réalisation et évaluation des activités, c'est-à-dire la

participation à tous les niveaux. Le renforcement des capacités d'auto-promotion accroît la durabilité des activités. Les prestations de transfert du projet peuvent être successivement réduites lorsque la situation alimentaire ou le niveau de pauvreté se sont substantiellement améliorés. Les mesures qui visent le perfectionnement pratique des individus revêtent une grande importance. Une variable qui peut beaucoup fluctuer reste l'aide en matériel.

Il faut absolument retenir que le possible rôle transitoire des projets de sécurité alimentaire esquissé plus haut ne doit être compris que comme un modèle. Ce type de projet ne doit pas forcément découler d'une situation de crise que l'on a cherché à résoudre avec des projets d'aide d'urgence et à la survie. D'autre part, un programme de sécurité alimentaire ne doit pas impérativement déboucher sur un projet sectoriel. L'insécurité alimentaire chronique d'origine structurelle est aussi imaginable sous forme d'une condition d'ensemble, sans qu'il y ait eu de situation de crise dans le passé. L'insécurité alimentaire peut en outre exiger un engagement à si long terme qu'il est impossible de prévoir si le potentiel de développement nécessaire sera jamais atteint. Mais les succès de développement au niveau national pourront aussi entraîner la réduction de la dépendance de l'aide externe de la région touchée et de ses habitants.

5 GUIDE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS: LES PROJETS DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE

Objectifs et approches de l'activité de la DWHH dans les projets et programmes de sécurité alimentaire

La DWHH relève le défi formulé lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 de réduire de moitié le nombre des hommes sous-alimentés d'ici 2015 au plus tard. Dans ce cadre, il revient aux projets de sécurité alimentaire une importance majeure.

L'élément essentiel dans la formulation des objectifs des programmes de sécurité alimentaire est l'accent mis sur la promotion des potentiels d'auto-promotion de la population pour assurer sa subsistance par ses propres moyens - une exigence à moyen ou long terme. Dans le cas idéal, l'objectif de la sécurité alimentaire doit prendre en compte les trois composantes majeures suivantes : disponibilité des denrées alimentaires, amélioration de l'accès à celles-ci ainsi que leur utilisation et transformation.

Compte tenu des structures économiques et de production qui règnent dans les pays en développement, les programmes de sécurité alimentaire de la DWHH se concentreront aussi dans l'avenir sur la coopération avec les hommes dans l'espace rural. A côté de l'agriculture en tant que productrice de denrées alimentaires et source de revenus, l'accès à l'eau potable propre et aux soins de base revêtent une grande importance. Pour créer des emplois et des revenus, les technologies et l'emploi à haute intensité de travail ont la priorité sur celles qui exigent beaucoup de machines et d'investissements. La rémunération de la main-d'oeuvre sous forme de FfW ou de CfW est entièrement supprimée dans le cas de mesures ayant un impact individuel (niveau de l'exploitation) et graduellement en ce qui concerne les tâches collectives. L'aide alimentaire directe (distributions gratuites) doit être limitée aux moments de pénurie aiguë (récoltes perdues saisonnières, locales) lorsque cette dernière ne peut être compensée dans la région par suite de pertes de production, d'un accès restreint au marché et/ou d'un faible pouvoir d'achat.

La DWHH conçoit, projette et met en oeuvre les projets ou programmes de sécurité alimentaire conjointement avec ses partenaires sur la base d'une approche intégrée. La durabilité des activités et la prise en compte des aspects de genre sont considérées comme les tâches horizontales les plus importantes.

5.2 Champs d'action de la sécurité alimentaire

Les champs d'action d'un projet de sécurité alimentaire doivent être déterminés en adéquation à la situation et leurs priorités peuvent différer au cours de leur réalisation. Les mesures sont en fonction des besoins sur place. Dans ce cadre, il convient d'accorder une importance particulière à la coordination de l'activité avec d'autres institutions et organisations pour mettre à profit des avantages comparatifs dans la mise en oeuvre de l'approche intégrée multisectorielle. Le cas échéant, il conviendra de promouvoir les approches existantes au niveau public et privé par des mesures de perfectionnement, mais aussi matériellement. Dans une série de projets de la DWHH, cela concerne en particulier la promotion du système de soins de base.

Les expériences de la DWHH permettent de tirer, pour les projets de sécurité alimentaire, cinq champs d'action essentiels.

5.2.1 Promotion d'une production agricole appropriée

Étant donné les conditions d'ensemble socio-économiques et l'importance économique de l'agriculture dans beaucoup de régions de notre planète, la promotion de cette branche économique revêt une grande importance. Ceci s'applique tout particulièrement aux projets de sécurité alimentaire. Cette activité consiste pour l'essentiel à analyser les problèmes centraux de la disponibilité des denrées alimentaires sur le plan de l'autosubsistance et la livraison des marchés pour générer des revenus conjointement avec les paysannes et les paysans. Les producteurs/productrices paysans de produits vivriers font souvent partie des groupes cibles les plus importants des projets de sécurité alimentaire de la DWHH.

En raison de la multiplicité des problèmes rencontrés dans le monde par l'agriculture paysanne, la sécurité alimentaire doit se limiter, du fait de son approche multisectorielle, à des contributions visant la disparition des principales causes du déficit vivrier sur le plan quantitatif et partiellement qualitatif et hygiénique :

- conservation du sol (lutte anti-érosive et perte de la fertilité du sol) ;
- diversification des cultures et par là des ressources alimentaires et financières, p. x. par les systèmes agro-sylvo-pastoraux ;
- promotion de l'élevage ;
- protection post-récolte et dans la mesure du possible celle de l'hygiène alimentaire ;
- réhabilitation des systèmes d'irrigation existants ;
- lutte intégrée contre les nuisibles intégrée ;
- amélioration des techniques de production et utilisation de variétés améliorées ;

- promotion de l'agriculture urbaine.

Un problème quasiment impossible à résoudre dans le cadre d'un projet de sécurité alimentaire concerne l'accès à la terre. En certains endroits, les cultures de rente refoulent les producteurs de produits vivriers à la périphérie. Même si des questions de propriété de la terre non résolues peuvent gêner les investissements pour une utilisation durable, il n'empêche que l'activité de la grande majorité des exploitations paysannes du tiers monde se base sur une interprétation juridique traditionnelle parfaitement claire. La parcellisation des terres cultivables, accompagnée d'une croissance démographique constante, rend difficile en beaucoup d'endroits la production de denrées alimentaires en quantité suffisante.

Concernant la promotion de la production agricole au niveau de l'exploitation et du village, les mesures de perfectionnement dominent. Les paysannes et paysans participent à la planification et à la réalisation de mesures sous forme d'une discussion aboutissant à une décision commune, ainsi que par leur travail et la mobilisation d'autres moyens de production de leur exploitation. Les aides en matériel doivent être utilisées de manière ciblée et ont un effet stimulant. Pour accroître graduellement l'autoresponsabilité du groupe cible et par là la durabilité des mesures, il est indispensable, justement dans l'agriculture, de réduire continuellement au fil des années, l'aide au démarrage fournie par le projet, telle qu'outils de jardinage, sachets à plants, matériaux de construction. L'importance de l'engagement initial d'un projet dépend très fortement du niveau de pauvreté de la région.

Pour vérifier l'efficacité du projet et de son impact, il importe de se fixer des indicateurs permettant de vérifier la stabilisation et l'augmentation possible de la production et du revenu des exploitations (voir Annexe 4).

5.2.2 Promotion d'organisations de base à l'échelon du groupe cible

Les projets de sécurité alimentaire de la DWHH entretiennent des liens étroits avec les groupes cible. Cela s'explique d'une part par la nécessité d'aider directement les personnes sur place dans le sens d'une réduction de la pauvreté axée sur les besoins de base. De l'autre, l'insécurité alimentaire sévit justement dans les États où les conditions d'ensemble sont insuffisantes pour leur permettre d'assurer leur alimentation par leurs propres moyens, p. ex. des structures décentralisées qui fonctionnent. Un peu partout, les institutions publiques existantes ne seront pas encore en mesure de fournir sur une période prévisible une contribution significative à l'augmentation de la sécurité alimentaire, tout au moins dans les régions enclavées. Mais l'implication et la promotion des

structures publiques sont indispensables à la durabilité des mesures et à leur diffusion à l'échelon national.

Les organisations de base ou les groupements traditionnels de représentant(e)s d'un terroir ou d'un village peuvent constituer un maillon important dans les projets de sécurité alimentaire pour pouvoir atteindre une grande partie des personnes démunies avec le projet. Dans ce cadre, le partenariat avec le projet est défini comme une coopération à la planification, la réalisation et le contrôle de l'impact. L'objectif est le développement « par le bas » autonome et motivé. Cela présuppose que le dialogue entre la population et ses représentant(e)s publics et non publics fonctionne bien.

En Afrique de l'Ouest, en Asie du Sud et en Amérique du Sud, il existe une série d'exemples où des groupements représentatifs de ce genre existent déjà et ont opéré à titre d'initiateurs et de pôle magnétique de l'engagement externe en matière de sécurité alimentaire dans leur espace. Si nécessaire, il faut continuer à promouvoir ces groupes dans leur fonctionnalité, p. ex. en ce qui concerne le renforcement du statut de la femme dans leurs propres rangs. Si des organisations de base adéquates n'existent pas au niveau du groupe cible, on peut tout à fait encourager leur mise en place. La pratique (sécurité alimentaire en Haïti) montre que ce genre d'approche, où la sensibilisation et le perfectionnement dominant, est possible.

Les structures socioculturelles d'un espace peuvent codéterminer essentiellement le succès d'un projet. Le conseil des anciens d'un village, les liens religieux et autres, marquent les idées juridiques, les valeurs ainsi que les comportements de la population de manière parfois si décisives que ce n'est qu'en impliquant ces structures que l'on peut effectuer des contributions substantielles à la sécurité alimentaire. De même, ces structures peuvent faire leurs preuves comme instrument de gestion des conflits (voir chap. 5.3.4).

Dans la réalisation de ses projets, la DWHH coopère souvent avec des ONG expérimentées dans les pays partenaires. On peut citer d'innombrables exemples dans le monde de la manière dont ces organisations participent positivement au processus de développement de leur pays. Ce genre de coopération avec des organisations locales doit être considéré comme un avantage comparatif essentiel (proximité du groupe cible, savoir-faire, engagement, responsabilisation) de la DWHH par rapport aux agences de développement gouvernementales.

Aux trois niveaux possibles de coopération mentionnés (groupements de base, ONG, institutions publiques), la DWHH renforce dès le départ la responsabilité des partenai-

res vis-à-vis du projet de développement. Ce n'est en effet qu'en assumant cette responsabilité du côté du partenaire que sont données les conditions d'un développement durable (*ownership* en tant qu'élément stratégique).

5.2.3 Accès amélioré à l'eau potable

Le manque d'eau potable propre fait partie des problèmes majeurs de l'alimentation et de la santé des humains dans de nombreuses régions du tiers monde, tant dans le domaine urbain que rural. La DWHH fait donc de ce champ d'action l'une de ses priorités dans le domaine de la sécurité alimentaire. La capture de sources d'eau potable en vue d'augmenter l'hygiène et la quantité prélevable, l'installation et la réhabilitation de citernes d'eau potable, de puits et de systèmes de conduite, sont des exemples de cet engagement.

Ces travaux nécessitent généralement des frais d'investissement élevés dont le rapport coût à profit doit être justifiable. En raison du caractère collectif des mesures, les représentant(e)s communaux et les autres institutions publiques doivent être impliqués de bonne heure dans le processus de planification et de réalisation. Si on réussit à faire comprendre aux intéressés que la mise sur pied et l'entretien des installations doit être l'oeuvre commune de tous les bénéficiaires, cela conduira à augmenter la durabilité. La population participe à la planification, à la construction et répare elle-même.

Des indicateurs importants de l'impact du projet (voir Annexe 4) peuvent être la réduction des maladies transmises par l'eau potable ainsi que la diminution du temps passé à aller chercher de l'eau. L'aide à l'accès à l'eau potable dans les pays en développement est en beaucoup d'endroits un champ d'action où les femmes sont surreprésentées.

5.2.4 Soutien du système de soins de base et de conseil nutritionnel

La sécurité alimentaire nécessite des mesures préventives et thérapeutiques en quantité suffisante dans le domaine sanitaire, notamment en ce qui concerne les groupes à risque (nourrissons, enfants en bas âge, femmes enceintes et allaitantes). En déployant des activités préventives adéquates, tels que vaccins et surveillance de la croissance, ainsi que des mesures thérapeutiques, telles que le traitement de maladies infectieuses, le système de santé fournit une contribution importante dans la lutte pour rompre les interactions entre santé et sous-alimentation.

Certes, la DWHH n'entretient aucun projet sectoriel dans le secteur de la santé de base, mais ce champ d'action a été constamment valorisé ces dernières années dans

le cadre des projets de sécurité alimentaire. Dans les nouveaux projets, des mesures dans le domaine de la santé génésique font partie des éléments standard quand cela n'est pas couvert par des institutions partenaires. Cet engagement doit porter en priorité sur la promotion des structures et des institutions existantes. Et même si la fonctionnalité des installations au niveau communal ou provincial (p. ex. celle des dispensaires, hôpitaux et pharmacies) est modeste, un projet ne doit pas entraîner la mise sur pied de structures parallèles car celles-ci s'opposent au principe de la durabilité. Promouvoir les structures existantes peut alors impliquer de perfectionner des sages-femmes, des infirmières ou des aidants volontaires ou bien de coopérer avec les services publics.

Dans le sens de la sécurité alimentaire, le système de santé doit remplir des standards minimums. Cela comprend :

- la détection et le traitement conforme aux besoins de la sous-alimentation, notamment chez les enfants en bas âge, ainsi que les soins aux femmes enceintes, aux jeunes mères et aux nourrissons ;
- les soins préventifs et thérapeutiques aux familles en ce qui concerne l'alimentation (y compris la surveillance de la croissance, le conseil nutritionnel, l'hygiène, notamment l'utilisation de l'eau potable et l'hygiène des aliments) ;
- le conseil et l'assurance de l'accès aux mesures de planning familial ;
- la thérapie des maladies ;
- la réalisation de programmes de vaccination de base généraux.

Il convient de soutenir le système de santé. Dans la mesure du possible, le projet devrait être aussi impliqué dans la coordination des mesures et des programmes au niveau provincial. Mais lorsqu'un État et/ou le secteur privé ne sont pas en mesure de garantir durablement ces fonctions fondamentales du système de santé de base à des prix raisonnables, cela dépasse les possibilités d'un projet de sécurité alimentaire.

Les initiatives précitées nécessitent, en raison de leur intrant logistique, personnel et parfois matériel relativement élevé, un système de suivi-évaluation détaillé. Sans vouloir mettre en question l'aspect souvent humanitaire de l'action, cette activité - comme toute autre - doit aussi être soumise à une analyse coûts à profit.

Les indicateurs de l'impact du projet peuvent être la diminution significative du nombre d'enfants sous-alimentés, la fonctionnalité accrue des institutions sanitaires ou même les effets positifs mesurables d'une prestation de conseil améliorée ainsi que le planning familial (voir les indicateurs à l'Annexe 4).

5.2.5 Promotion de l'infrastructure de communication communale en tant que tâche collective de la population rurale

Les carences de l'infrastructure de communication s'opposent en beaucoup d'endroits à un raccordement au marché stimulant pour le développement. Là où l'État n'est pas en mesure d'assurer l'extension et l'entretien du réseau de communication rural, cela devient souvent une tâche collective de la population rurale.

Dans le cadre de la sécurité alimentaire, la DWHH entend l'extension et l'entretien du réseau de communication communal comme une contribution à l'accès aux marchés et aux autres institutions d'approvisionnement, mais aussi comme champ d'action dans le sens de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté. En tant que partie intégrante de la sécurité alimentaire, la rémunération du travail doit remplir trois conditions :

- Caractère de la tâche d'intérêt commun : il s'agit incontestablement de l'utilisation de main-d'œuvre pour assumer une tâche d'intérêt collectif (p. ex. entretien de routes, bassins de rétention des eaux pluviales, digues en terre de protection contre les inondations, rénovation de la place du marché, nettoyage des conduites d'eaux usées).
- Création d'emplois dans le sens d'une aide aux plus pauvres : les mesures sont conçues de manière à recruter les participants dans la couche de population pauvre, qui tout au moins dans les premières années d'un projet, nécessitent encore une aide externe directe sous forme de rémunération de leur travail.
- Renforcement de l'auto-promotion : la capacité à l'auto-promotion dans la région est globalement renforcée pas seulement en supprimant les carences structurelles (un meilleur raccordement au marché p. ex.), mais aussi et justement par la participation de la population au mécanisme de planification (p. ex. la priorisation des sections de route à entretenir).

Pour répondre à la critique justifiée que les travaux collectifs sont souvent d'une durabilité médiocre, le projet ainsi que les responsables du partenaire sont tenus de planifier l'activité d'une manière techniquement appropriée et d'en assurer la réalisation en conséquence. Ce n'est que si l'entretien des routes entraîne l'amélioration durable du réseau de communication routière et que cet état stimule le commerce dans la région que l'on parviendra à faire maintenir ce haut standard technique par la population sous forme d'auto-initiative ou par l'État.

D'autres champs d'action possibles de la sécurité alimentaire concernent le secteur éducatif et la promotion des revenus dans le secteur non agricole (p. ex. l'artisanat et le commerce). Si cette possibilité s'offre, la DWHH tente de promouvoir les deux aspects en soutenant ses partenaires sur place, sans les mettre en œuvre elle-même.

5.3 Instruments et stratégies des projets de sécurité alimentaire

Dans le cadre de la conception, de la planification et de la mise en oeuvre des projets de sécurité alimentaire, la DWHH se sert des standards actuels du pool d'instruments et de stratégies de la coopération allemande au développement et prend en compte les enseignements tirés jusqu'ici (voir Annexe 3). On présentera ci-après trois instruments sous l'aspect spécifique de la sécurité alimentaire et en en définissant les particularités dans les situations de crise.

5.3.1 Études de base: analyse de la situation alimentaire et vérification de l'impact du projet

On peut déterminer la situation alimentaire des individus dans une région donnée en collectant des données anthropométriques, notamment chez des enfants de moins de cinq ans (concernant la mesure et la méthode de mesure, voir p. ex. WHO 1995 et Cogill 2001). Il importe à cet égard de prendre en compte que l'approvisionnement alimentaire des ménages est généralement soumis à des fluctuations saisonnières, ce qui peut influencer de manière décisive sur les données collectées. Il faut considérer séparément les cas de famine et ceux de sous-alimentation chronique.

Dans la phase préparatoire de nouveaux projets, il importe de déterminer la situation alimentaire de la population ainsi que des causes possibles de la sous-alimentation et par là des besoins d'une région, de façon à prendre les mesures adéquates en vue de la sécurité alimentaire. Il existe dans ce domaine de vastes expériences et recommandations internationales que la DWHH adapte en fonction du contexte spécifique.

La collecte sur base géographique et pluriannuelle de données anthropométriques représente les bases de renseignements sûrs sur la situation alimentaire et pour les bonnes plausibilités de l'impact des projets. Les études de base peuvent demander beaucoup de travail car beaucoup de données doivent être collectées une nouvelle fois. La valeur d'un instrument d'analyse et de pilotage se mesure à l'objectif et aussi au rapport coût à profit. C'est pourquoi, dans le cadre d'une étude de base, il peut aussi arriver que l'on collecte des données qui demandent moins de travail, mais qui sont plus probantes sur tous les champs d'action pertinents. Les renseignements à obtenir sont axés sur la liste des indicateurs du plan de suivi-évaluation d'un projet ou d'un programme. La DWHH dispose d'une vaste expérience dans le domaine de l'élaboration d'études de base dans le cadre de projets de sécurité alimentaire (voir Sources).

À l'Annexe 4, sont soumis à la discussion des exemples judicieux d'enquêtes de base et de mesure de l'impact des projets et des programmes sur la sécurité alimentaire accrue.

5.3.2 Systèmes d'alerte précoce

Les systèmes d'alerte précoce sont des outils d'information qui permettent d'une part, d'estimer en temps utile les pertes de production agricole, p. ex. en cas de sécheresse prolongée ou d'infestation. Il s'agit d'autre part, dans le cadre de systèmes d'alerte précoce, de préparer les mesures appropriées à la réduction des suites des pertes de récolte pour pouvoir réagir de bonne heure, p. ex. avec une aide alimentaire pour la population concernée.

Il existe toute une série d'outils et de systèmes mise en place par les gouvernements et/ou les agences internationales, comme les *Missions d'évaluation de l'approvisionnement en produits vivriers et de rente* de la FAO, les *Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité* (SICIAV) de la FAO, l'*Analyse et cartographie de la vulnérabilité* (VAM) du PAM et autres variantes comparables. Ces systèmes doivent faire face à un grand défi, celui de collecter précocement des données pertinentes d'une qualité suffisante et de les mettre à disposition pour des décisions politiques. On y réussit plus ou moins bien dans les contextes spécifiques.

Les données de base les plus importantes d'un système d'alerte précoce à la mise en place et à l'entretien duquel la DWHH a participé dans certains États (voir Haïti), concernent des informations standardisées relatives à la production de denrées alimentaires prévues, que l'on peut obtenir p. ex. par la saisie des précipitations ou des infestations et l'analyse consécutive des diminutions de productivité. Pour analyser l'approvisionnement des marchés locaux, on utilise les enquêtes sur le prix des aliments de base. Lorsque les précipitations sont inhabituellement faibles ou mal distribuées ou bien que les prix montent sur les marchés, on doit alors vérifier d'autres indicateurs d'alerte précoce qui peuvent avoir une signification très différente d'une région à l'autre, p. ex. le renforcement de la migration de travail dans d'autres zones, l'augmentation de la vente de bétail et la chute des prix qu'elle entraîne sur les marchés ainsi que l'augmentation de la production de produits pour le marché, comme p. ex. le charbon de bois.

L'intégration du savoir-faire local est d'une importance particulière pour la fonctionnalité et la praticabilité des systèmes d'alerte précoce. Les cultivateurs et les nomades ob-

servent leur environnement beaucoup plus sensiblement qu'on ne peut le faire par une collecte des données standardisée. Il convient de vérifier et de mettre à profit l'existence de ce savoir.

Un système d'alerte précoce a donc pour tâche essentielle d'estimer le mieux possible à l'aide d'une série d'indicateurs pertinents les besoins quantitatifs et qualitatifs en aide supplémentaire, souvent externe, pour parer l'aggravation de la situation alimentaire.

5.3.3 *Food for Work, Cash for Work* et programmes alimentaires en tant qu'instruments de la sécurité alimentaire.

Les vivres qui sont distribués sous forme de mesures FfW ou de programmes alimentaires, comptent parmi les instruments courants de la sécurité alimentaire. Au lieu de rémunérer le travail en vivres, la rémunération en argent (CfW) peut constituer un instrument plus conforme aux besoins. On discutera ci-après des exigences en matière conceptionnelle auxquels ces intrants doivent satisfaire dans le cadre de projets de sécurité alimentaire en en tirant des recommandations axées sur la pratique.

En intégrant les instruments FfW et CfW et les programmes alimentaires au niveau conceptionnel et en les appliquant correctement, on a la possibilité d'intégrer les couches de la population qui souffrent de pauvreté absolue aux processus de développement. Cela se produit via la création d'une force économique modeste au niveau des ménages, couplée avec ces instruments. De l'autre, ils sont utilisés pour aider à amortir, pendant une période limitée, des déficits vivriers temporaires. Si on parvient à déployer la main-d'œuvre rémunérée de façon à lui permettre en même temps de contribuer à surmonter les difficultés structurelles (entretien des routes, mise en valeur des parcelles agricoles, alimentation en eau potable, etc.), et qu'en outre ces activités sont planifiées en concertation avec la population et les décideurs locaux, on peut considérer ces instruments comme des clés majeures du renforcement de l'autoresponsabilité et de la capacité d'auto-promotion des hommes dans le secteur de la sécurité alimentaire.

En ce qui concerne les programmes d'alimentation, il s'agit d'un instrument grâce auquel on peut réagir d'une manière spécifique au groupe cible dans les cas de sous-alimentation aiguë et chronique dans une mesure limitée – préventivement aussi. Sous quelle forme ces programmes sont conçus et offerts, dépend beaucoup du cas individuel. On peut imaginer, pour peu qu'on dispose des moyens correspondants, des programmes d'alimentation en milieu scolaire qui prennent moins en compte les besoins individuels que les besoins régionaux (cf. Rwanda après la guerre de 1994). Les pro-

grammes d'alimentation des enfants sous-alimentés fonctionnent de manière plus ciblée sur l'information que les familles concernées reçoivent des services de santé. La composition des aliments ainsi que la durée de l'alimentation dépendent du degré de sous-alimentation et de l'état de santé. Les projets de sécurité alimentaire peuvent alors avoir un impact étonnant et mesurable à court terme. Comparé aux campagnes FfW, le volume alimentaire nécessaire est en général moindre, même si la logistique et les besoins en personnel peuvent atteindre des dimensions analogues.

Comprises et mises en oeuvre de cette manière, l'aide alimentaire et les prestations de transfert monétaires perdent progressivement leur caractère caritatif et deviennent partie intégrante et conforme à l'approche de la sécurité alimentaire. Cette exigence ne serait pas satisfaite si l'aide alimentaire est utilisée par le bailleur comme moyen pour supprimer ses excédents alimentaires.

Le tableau suivant récapitule les potentiels et limites essentiels des trois instruments CfW, FfW et des programmes d'alimentation (déjà mentionnés et autres) essentiels et en dérive des recommandations axées sur la pratique pour leur application dans le cadre des projets de sécurité alimentaire.

Tableau 2 : *Food for Work*, *Cash for Work* et programmes d'alimentation en tant qu'instruments de la sécurité alimentaire. Possibilités, limites et recommandations

a) Possibilités et perspectives dans l'utilisation de ces instruments

<i>Cash for Work</i>	<i>Food for Work</i>	Programmes d'alimentation
<ul style="list-style-type: none"> • Protection des ressources productives et conservation des résultats et de l'impact des mesures réalisées jusqu'ici dans le domaine de la sécurité alimentaire contre une utilisation inappropriée : le bétail n'est pas vendu, aucun arbre n'est abattu pour produire du charbon de bois et les semences ne sont pas utilisées pour l'alimentation, etc. • Facilitation de l'accès aux denrées alimentaires en augmentant le pouvoir d'achat des participants (s'il y a suffisamment de denrées alimentaires dans la région!) • Haut degré d'atteinte (nombre de participants) du groupe cible • Influence positive sur le marché et la production: accroissement de la production de denrées alimentaires • Possibilité d'apprentissage et de perfectionnement des approches axées sur l'auto-promotion • Augmentation de la marge de manœuvre des participants (stimule le développement au niveau des ménages) • Caractère d'une mesure destinée à donner confiance 	<ul style="list-style-type: none"> • Soulagement des suites de pénuries alimentaires aiguës temporaires • Haut degré d'atteinte (nombre de participants) du groupe cible • influence positive sur le marché. Élargissement de l'offre et chute des prix (accès amélioré aussi pour les non participants aux campagnes FfW) • Possibilité d'apprentissage et de perfectionnement des approches axées sur l'auto-promotion • Promotion des potentiels de développement au niveau des ménages par auto-consommation ou vente • Caractère d'une mesure destinée à donner confiance 	<ul style="list-style-type: none"> • sélection ciblée des nécessaires en cas de malnutrition chronique et des groupes vulnérables en cas de pénurie alimentaire aiguë • haut degré d'atteinte du groupe cible (programme alimentaire en milieu scolaire) • Promotion du potentiel d'auto-promotion allant de pair avec de grandes responsabilités pour les représentants des groupes cibles : perfectionnement pour les mères, enseignants, dispensaires, etc. • équilibre nutritionnel de l'alimentation des enfants sous-alimentés dans des cuisines de démonstration • Combinaison éventuelle avec des mesures thérapeutiques (en part. dans le cas de grave sous-alimentation) • dans le cas de programmes alimentaires en milieu scolaire : fréquentation scolaire accrue et apprentissage amélioré

b) Limites des instruments

<i>Cash for Work</i>	<i>Food for Work</i>	Programmes d'alimentation
<ul style="list-style-type: none"> • Affaiblissement de l'approche d'auto-promotion en cas d'application inappropriée : ciment la mentalité d'assisté • Risque d'abus, p.ex. « disparition » et corruption • Risque de hausse du prix des denrées alimentaires en cas de pénurie alimentaire dans la région • Difficulté à atteindre les personnes véritablement nécessiteuses (dans la région et dans la famille) (orientation sur les groupes cibles) • standards techniques médiocres des résultats (faible utilisation des machines) • Problème de l'identification des tâches d'intérêt commun dans le sens de l'auto-promotion 	<ul style="list-style-type: none"> • Perturbation du marché en cas d'estimation inexacte des besoins aigus de denrées alimentaires • Problème de l'accès en temps utile et conforme aux besoins aux denrées alimentaires • Besoins logistiques et frais annexes élevés pour le transport, stockage, assurance, etc. • Difficulté d'atteindre les gens vraiment dans la détresse (orientation vers les groupes cibles) Standards techniques médiocres des résultats (faible utilisation des machines) • Changement des habitudes alimentaires et problème de l'équilibre nutritionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de mise en place de structures parallèles par le projet • Fonctionnalité coûteuse et nécessitant une grande logistique du projet • Gros efforts pour identifier les personnes vraiment nécessiteuses • Limites de la durabilité

c) **Recommandations dans la gestion et la pondération des instruments**

<i>Cash for Work</i>	<i>Food for Work</i>	Programmes d'alimentation
<ul style="list-style-type: none"> développement conceptionnel des instruments dans le cycle de projet pour augmenter la valeur de développement des instruments et des mesures : la pérennité technique et la pertinence de l'auto-promotion ; cela requiert des standards minimaux en ce qui concerne la période à couvrir du projet (au minimum six ans) réduction progressive de l'intrant allant de pair avec l'autoresponsabilité croissante des groupes cible, aussi au niveau des tâches collectives Adaptation du volume de la mesure aux besoins réels : Coup de pouce financier pour les pauvres Limitation de l'application aux mesures ayant un caractère communautaire : Suppression des carences structurelles de la sécurité alimentaire Intégrations des intéressés aux processus de planification, réalisation et évaluation Intégration des femmes En fixant la date de la campagne : Prise en compte du calendrier de cultures local (aucune concurrence au niveau du temps !) Suivi des mesures et de l'utilisation des fonds Identification des prestations propres : p.ex. journées de travail sans rémunération, appareils en propre, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> uniquement en cas de crises alimentaires dans la région concernée pour les démunis: sans pénurie grâce ou menaçante, FfW n'est pas utilisé dans le secteur de la sécurité alimentaire Adaptation du volume de aide aux besoins urgents réels Limitation de l'application aux mesures ayant un caractère communautaire : Suppression des carences structurelles de la sécurité alimentaire Intégrations des intéressés aux processus de planification, réalisation et évaluation Intégration des femmes En fixant la date de la campagne : Prise en compte du calendrier de cultures local Suivi des mesures et de l'utilisation des fonds Rations calculées très justes Intérêt uniquement pour les démunis Vérification des achats de vivres au niveau national : diminue les coûts, plus rapide, stimule la production 	<ul style="list-style-type: none"> grand engagement de l'entité qui réalise le projet Implication de bonne heure des institutions publiques Transfert progressif de la responsabilité de la réalisation aux institutions existantes (p. ex. dispensaires) Sensibilisation de la population et des institutions publiques, pour qu'elles interprètent l'alimentation comme une tâche d'intérêt commun Entendue comme une activité prioritaire avec et pour les femmes accompagnée de cours de perfectionnement dans les secteurs conseil nutritionnel, hygiène et santé Achat des denrées alimentaires nécessaires sur place Suivi intensif des activités : Coûts, degré d'atteinte, impact Participation des bénéficiaires limitée à un temps très court (max. 3 mois)

Il reste à signaler qu'en utilisant ces trois instruments dans le cadre de la sécurité alimentaire, on peut fournir des contributions essentielles à la réduction de la pauvreté.

5.3.4 Particularités dans les situation de conflit et de crise

Dans le cadre d'une évaluation des projets de coopération au développement dans le contexte de conflits (Klingebiel 1999), on a tiré différentes conclusions et recommandations qui sont aussi pertinentes pour les projets de sécurité alimentaire de la DWHH et devront être prises en compte dans l'analyse de la situation (voir chap. 5.3.1 et 5.3.2), de la préparation et de la mise en œuvre (voir chap. 5.2 et 5.3.3). Cela comprend :

- un haut degré de flexibilité ;
- une plus grande disposition à la responsabilité et au risque ;
- des procédures modifiées en fonction des conflits allant jusqu'à l'adaptation de principes généraux en matière de politique du développement et – parallèlement – le cas échéant
- des restrictions en matière de principe de la durabilité et du partenariat.

La coopération au développement, y compris la sécurité alimentaire dans les situations de conflit, n'est jamais neutre et peut donc avoir un impact potentiellement aggravant pour les conflits. Elle accuse des particularités et requiert donc une démarche spéciale. Une activité sensible au conflit dans les projets de sécurité alimentaire devrait s'effectuer de deux manières :

1. La dimension conflictuelle, conformément à la démarche "Do no harm" (Anderson 2000), est prise en compte durant toutes les phases de la gestion du projet et/ou du programme. Cela concerne p. ex. la sélection des groupes cible (voir aussi chap. 5.4), la sélection des organisations partenaires, la sélection du genre et du contenu de la coopération, une analyse systématique de l'impact escompté sur les forces propageant la guerre et celles propageant la paix. Pour ce genre d'activité, on a développé toute une série d'instruments spécifiques (Leonhardt 2001a et 2001b) qui s'appliquent aussi aux programmes de sécurité alimentaire.
2. Selon la situation du conflit, il peut être nécessaire en certaines circonstances, c'est-à-dire aussi dans le cadre de projets et /ou de programmes de sécurité alimentaire, de prévoir explicitement des mécanismes de gestions pacifique des conflits. Les collaborateurs et collaboratrices de la DWHH et des organisations partenaires devront être sensibilisées et formées en conséquence.

5.4 Orientation sur les groupes cible et approche de genre

Les questions d'orientation et de détermination des objectifs d'un projet correspondant sont importantes pour la compréhension de la sécurité alimentaire. Les deux dimensions sont déterminées de manière décisive par les problèmes clés d'une région (niveau méso de l'intervention), c'est-à-dire par l'insécurité alimentaire des gens qui y vivent et/ou de leur sous-alimentation chronique et/ou aiguë et de leurs causes.

Les personnes menacées ou souffrant déjà de sous-alimentation constituent le groupe cible direct des projets de sécurité alimentaire. Cette interprétation permet aussi d'agir préventivement et y invite avant que la situation alimentaire dans une région n'ait atteint un seuil critique. Il existe des indicateurs et des systèmes d'alerte précoce pour détecter le problème et ils sont constamment perfectionnés.

Dans une région frappée par la sous-alimentation, tous les individus ne sont pas confrontés de la même manière au problème clé. Les conditions socioéconomiques et physio-nutritionnelles se traduisent par des potentiels de développement différents au niveau des ménages. Mais si on considère que la problématique de l'alimentation est un phénomène spatial, comme c'est le cas dans un projet de sécurité alimentaire dans une zone d'intervention définie, l'orientation sur un groupe cible comprendra aussi plusieurs groupes de population. En beaucoup d'endroits, il convient de distinguer au moins trois groupes avec lesquels on mettra en œuvre respectivement des mesures appropriées de sécurité alimentaire dans toute la région:

- Les groupes les plus vulnérables et défavorisés, les « plus pauvres d'entre les pauvres », dont le potentiel de développement est inexistant ou faible: les personnes et les familles qui vivent dans une pauvreté absolue, ont souvent besoin d'une aide de l'extérieur pour pouvoir échapper à ce dilemme. dans le cas de ce groupe cible, « au début », les prestations de transfert comme la rémunération du travail sous forme de vivres ou de liquide. Les programmes alimentaires pour les enfants sous-alimentés doivent aider à soulager la plus grande détresse (voir chap. 5.3.3). La situation socio-économique de ces personnes présente encore des marges de manœuvre trop faibles pour pouvoir se concentrer uniquement sur la promotion de leur force d'auto-promotion. La sécurité alimentaire se sert ici des éléments typiques de l'aide d'urgence et à la survie: elle fournit une aide sociale. Toutefois, il convient aussi dans le cadre de ces mesures de veiller strictement à ce que l'aide d'urgence soit effectuée de la manière la plus orientée sur le développement possible afin que les potentiels d'auto-promotion ne soient pas sapés, mais au contraire soutenus le plus tôt possible.
- Des couches vulnérables de la population possédant un potentiel d'auto-promotion (avec un potentiel de développement moyen): au centre de la coopération avec la population se trouvent les familles qui en cas de risque alimentaire disposent de potentiels de développement socioéconomiques dignes de promotion. Les mesures importantes pour la nutrition sont planifiées en commun, réalisées et vérifiées au niveau de l'impact. les éventuels secteurs de promotion sont ici l'agriculture, la san-

té génésique, l'approvisionnement en eau potable ou même l'infrastructure de communication. Une grande importance est accordée en beaucoup d'endroits à la promotion organisationnelle et institutionnelle des organisations de base (voir chapitres 5.2 et 5.3).

- Ménages à haut potentiel de développement comparable : en raison de leurs potentiels de développement, ces ménages jouent un rôle important pour la sécurité alimentaire dans une région. Au coeur de la coopération se trouve la promotion des approches d'auto-promotion qui existent dans le secteur productif en vue de la stabilisation ou de l'accroissement de la production agricole (p. ex. irrigation ou élevage), de la diversification de la structure des revenus (p. ex. promotion de l'industrie et de l'artisanat) et de relance du commerce (p. ex. crédit). La dynamique de développement qui s'instaure de ce fait dans une région profite indirectement aussi aux couches les plus pauvres et les plus vulnérables. Les projets ou programmes de sécurité alimentaire qui aident les ménages à potentiel de développement comparablement élevé, devraient toutefois justifier d'un impact significatif sur les personnes pauvres et sous-alimentées (groupes cible directs des projets de sécurité alimentaire). La sécurité alimentaire se sert ici d'éléments typiques de la promotion des projets sectoriels et du développement rural intégré.

Les particularités des situations de conflit et de crise (voir chap. 5.3.4) peuvent rendre impossible le strict respect du principe du groupe cible. C'est nécessaire p. ex. lorsque dans une région, des belligérants sont frappés unilatéralement par l'insécurité alimentaire. Si un projet encourageait ce groupe unilatéralement, il serait alors très probable qu'il contribue à aggraver aussi le conflit.

Compte tenu du rôle que jouent les femmes et de leur importance dans le secteur productif (disponibilité des denrées alimentaires), dans le commerce (accès aux denrées alimentaires) et dans le soin et la préparation des aliments (utilisation et transformation des denrées alimentaires), la sécurité alimentaire au niveau des ménages et des villages est tout particulièrement tributaire de l'égalité promotion des besoins pratiques et stratégiques des hommes et des femmes. La promotion et le renforcement du rôle de la femme doivent être considérés dans le domaine de la sécurité alimentaire comme l'une des tâches horizontales les plus importantes. Tout engagement devra être mesuré à cette aune.

Parmi les groupes de population particulièrement défavorisés et vulnérables se trouvent la plupart du temps des ménages où la presque totalité du travail repose sur les épaules d'une seule personne, et c'est une femme en général. Beaucoup d'hommes dans l'espace rural du tiers monde émigrent à la recherche d'un travail salarié et abandonnent leur ferme et leur famille pendant des semaines ou même des mois. La journée de travail déjà astreignante sans cela pour la femme, surmenée par l'obligation d'aller chercher de l'eau et du bois, les travaux des champs, la cuisine, le marché, la vaisselle et la lessive, l'éducation des enfants, devient absolument ingérable après le

départ du mari. Les exploitations dirigées par une mère seule sont souvent surchargées et nécessitent dans le cadre d'un projet de sécurité alimentaire une particulière attention. Cela peut s'exprimer au début aussi par une aide caritative, la participation aux programmes d'alimentation p. ex. ou bien une prise en compte particulière dans le FfW et le CfW. Il en va de même aussi pour les ménages qui ont à leur tête des hommes seuls.

ANNEXE 1 La sécurité alimentaire dans le débat international

Pendant les années 90, la communauté internationale s'est penchée à de nombreuses reprises sur la question des problèmes alimentaires mondiaux et a formulé des objectifs ambitieux dans le cadre de toute une série de sommets. Le tableau suivant donne un bref aperçu des principales conférences et de leurs résultats en relation avec la sécurité alimentaire. Cela met en évidence la grande importance accordée à la sécurité alimentaire dans le monde.

Tableau A1: Conférences internationales tenues depuis 1990 pertinentes pour la sécurité alimentaire (Oltersdorf et Weingärtner 1996, Lexikon Dritte Welt 2000, A Programme to end Hunger 2000, Fues et Hamm 2001, etc.)

Conférence	Formulation d'objectifs pertinents pour l'alimentation	Année d'atteinte des objectifs
1974 : Conférence sur l'alimentation mondiale, Rome	D'ici dix ans, plus aucun enfant n'ira se coucher le ventre creux. Aucune famille ne vivra plus dans l'angoisse du pain du lendemain et la sous-alimentation ne gâchera plus l'avenir et les dons naturels d'aucun être humain.	1984
1990 : Sommet mondial des enfants	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse d'un tiers du taux de mortalité infantile ; • Réduction de moitié de la mortalité maternelle ; • Réduction de moitié des enfants souffrant de malnutrition de moins de 5 ans ; • Éducation de base pour au moins 80% des enfants ; • Lutte contre les principales maladies infantiles ; • Accès à l'eau potable propre et aux installations sanitaires pour tous. <p><i>En raison du degré de réalisation des objectifs, l'UNICEF a tiré un bilan intermédiaire positif lors du sommet de 1990.</i></p>	2000
1992 : Conférence mondiale sur la nutrition, Rome	<ul style="list-style-type: none"> • Les participants ont exprimé leur décision d'éliminer la faim et de réduire toutes les formes de sous-alimentation. La faim et la sous-alimentation sont inacceptables dans un monde qui dispose à la fois des connaissances et des ressources nécessaires pour mettre fin à cette catastrophe humaine. Dans le courant de cette décennie, on vise à réduire les phénomènes suivants: la famine et la disette; la faim chronique et généralisée; la sous-alimentation, les carences en micronutriments; les maladies transmissibles liées au régime alimentaire; les obstacles à un allaitement optimal et les problèmes liés à l'insalubrité de l'eau 	2002

Conférence	Formulation d'objectifs pertinents pour l'alimentation	Année d'atteinte des objectifs
Juin 1992 : Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	<ul style="list-style-type: none"> • Introduction de stratégies de développement durable dans chaque pays d'ici 2005 avec le but de stopper la perte d'importantes ressources environnementales nationales et internationales ; • Amélioration de la sécurité alimentaire et de l'autosubsistance dans le cadre d'une agriculture durable. 	2015
1994 : Conférence internationale sur la population, Le Caire	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des deux tiers du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans tous les pays en voie de développement • Baisse des trois quarts de la mortalité maternelle par rapport à 1990 ; • Assurer l'accès de tous aux soins de santé génésique 	2015
Mars 1995 : Sommet sur le développement social	<ul style="list-style-type: none"> • Surmonter la disparité entre les sexes dans le domaine de l'éducation scolaire (d'ici 2005) ; • Accès à l'éducation de base et aux soins de santé pour tous; • Réduction de moitié du nombre des personnes vivant dans une pauvreté absolue dans les pays en développement. <p><i>Engagements volontaires que l'on ne doit considérer en grande partie que comme des déclarations d'intention.</i></p>	2015
1996 : Sommet mondial de l'alimentation, Rome	Déclaration de Rome: chaque être humain a un droit à se nourrir convenablement <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de moitié du nombre de personnes sous-alimentées par rapport à 1996 	2015
2000 : Sommet du Millénaire, New York	<p><i>Objectifs de développement pour le Millénaire</i>, entre autres</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objectif 1, grandeur 2: Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim, entre 1990 et 2015 <p>D'autres ODM sont directement et indirectement liés à la sécurité alimentaire (FAO 2002, p. 11).</p>	2015
2002 : Sommet mondial de l'alimentation + 5, Rome	Renouvellement de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 (voir ci-dessus)	2015

ANNEXE 2 États souffrant d'insécurité alimentaire au niveau national - sur la base de critères de sélection macroéconomiques

La FAO classifie depuis de nombreuses années certains pays dans la catégorie des *pays à faible revenu et à déficit vivrier (PRFDV)*. Dans ces États, l'insécurité alimentaire d'une large couche de la population doit être comprise comme un problème national parce que le pays ne produit pas assez de denrées alimentaires et qu'une partie importante de l'approvisionnement doit être assurée par des importations de denrées alimentaires. Au total, en avril 2001, la liste des PRFDV comprenait 42 pays d'Afrique, 24 pays d'Asie, 7 pays d'Amérique, 6 pays d'Océanie et 3 pays d'Europe (FAO 2002b). Le tableau suivant classifie le pourcentage de personnes chroniquement sous-alimentées par rapport à la population totale dans des États PRFDV sélectionnés.

Tableau A2: Classification des États PRFDV dont l'indice d'export-import est désavantageux concernant les denrées alimentaires selon des données sélectionnées de sécurité alimentaire.

	Rang IDH PSB en \$ US 1998		Taux de mortalité infantile (pour mille)
Taux des personnes sous-alimentées par rapport à l'ensemble de la population < 25%			
Gambie (24)	161	340	<90
Sénégal (17)	155	520	121
Togo (23)	145	330	144
Népal (21)	144	210	107
Soudan	143	290	néant
Taux des personnes sous-alimentées par rapport à l'ensemble de la population 25-50 %			
Angola (43)	160	380	204
Burkina Faso (30)	172	240	210
Lesotho (28)	127	570	144

Mali (29)	165	250	218
Rwanda (37)	164	230	205
Yémen (37)	148	280	96
Cambodge (33)	136	260	143
République dominicaine (26)	87	1.770	47
Laos (33)	140	320	néant
Nicaragua (31)	116	370	42
Sri Lanka (25)	84	810	18
Bangladesh (37)	146	350	96
Taux des personnes sous-alimentées par rapport à l'ensemble de la population < 50%			
Érythrée (67)	159	200	90
Mozambique (63)	168	210	213
Somalie (73)	néant	< 710	néant
Afghanistan (62)	néant	< 710	néant
Haïti (61)	150	410	116
Éthiopie (51)	171	100	173

(Source des chiffres : FAO 2000, A Programm to end Hunger, Stichjahr 1997; Fischer Weltalmanach, Stichjahr 1998; IDH = indice du développement humain)

De l'aperçu des indicateurs pris en compte dans le tableau A2, on peut filtrer actuellement un groupe de 18 pays ayant des besoins de première priorité pour les projets de sécurité alimentaire. Ce sont : Éthiopie*, Lesotho*, Togo*, Soudan*, Népal, Angola*, Burkina Faso*, Mali*, Rwanda*, Yémen, Cambodge, Laos*, Bangladesh*, Érythrée*, Mozambique*, Somalie*, Afghanistan*, Haïti* (*partenariats déjà existants avec la DWHH).

Ces États se caractérisent par :

- des besoins élevés d'importations de denrées alimentaires ;
- ces besoins sont en grande partie couverts par l'aide alimentaire ;
- un pourcentage élevé de personnes sous-alimentées ;
- une mortalité infantile élevée ;
- part importante de pauvreté, en particulier dans les régions rurales (revenu par tête en partie nettement inférieur à 500 US \$ - surtout après correction avec la population urbaine).

Cette classification se butte aux limites d'une estimation externe de l'insécurité alimentaire, là où ce problème ne se présente pas à l'échelon nationale, mais seulement à l'échelon méso et micro. On s'y est référé dans le texte (voir chap. 3 et 5).

ANNEXE 3 Leçons tirées des projets alimentaires au niveau communal en Asie et en Afrique

Facteurs contextuels :

- Volonté politique à tous les niveaux de la société ;
- Participation de la population, notamment des femmes, dans les mécanismes décisionnels ;
- Existence d'organisation au niveau communal ;
- Niveau élevé d'éducation, particulièrement des femmes;
- Infrastructure de mise à disposition de services, y compris personnel motivé et qualifié;
- Des femmes au pouvoir renforcé (*empowered*) ;
- Une culture locale qui accorde une grande place aux enfants, y compris des pratiques stimulantes d'alimentation infantile;
- Des chefs charismatiques dans les communes à même de motiver et de mobiliser la population à faire plus pour elle-même de manière plus auto-responsable.
- La mise en oeuvre parallèle de programmes de réduction de la pauvreté, surtout lorsque le programme/projet axé sur l'alimentation y est intégré.

Facteurs liés aux programmes :

- Information sur la grande diffusion, les conséquences graves et les solutions disponibles aux problèmes alimentaires;
- Initiation, promotion et soutien d'un processus durant lequel les individus et les collectivités participent à l'évaluation d'un problème alimentaire et décident comment ils utiliseront leurs ressources propres et externes pour des actions.
- Identification claire d'objectifs limités dans le temps à tous les niveaux du programme/projet ;
- Renforcement de la conscience et de la compréhension des causes directes, indirectes et fondamentales de la sous-alimentation et de la nécessité d'intervenir aux trois niveaux ;
- Identification et soutien des personnes qui mobilisent et assistent les collectivités ;
- Mobilisation et participation des collectivités;
- Suivi assisté par la commune et utilisation des données pour l'amélioration des mesures et des services ;
- Le programme appartient aux collectivités et au gouvernement;
- Activités génératrices de revenus, assorties de crédits à faibles taux d'intérêt pour les pauvres, notamment les femmes pauvres ;
- Un conseil nutritionnel visant le changement de comportement, p. ex. en faisant intervenir des représentations théâtrales participatives et des exemples positifs (*positive deviance*);

- Mise en place de capacités par formation, formation continue et rémunération raisonnable de personnes qui aident et mobilisent les collectivités, et des membres des communes dans leur ensemble, en particulier les femmes ;
- Une bonne gestion de programme et/ou de management, y compris leur direction, supervision et coordination ;
- Coopération et coordination avec d'autres projets et programmes ;
- Conscience des coûts et aptitudes à l'estimation des ressources nécessaires ;
- Implication d'ONG ;
- Financement et sécurité de planification pendant plus de dix ans garanti par des bailleurs et introduction d'instruments d'autofinancement (fonds rotatif et paiement des services par les communes et les individus).

Source : Gillespie et al. (1996), p. 67; Iannotti, L. et Gillespie, S. (2002)

ANNEXE 4 Exemples d'indicateurs d'impact permettant de vérifier l'amélioration de la sécurité alimentaire dans une région de projet

L'aperçu suivant, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, donne des indications sur les secteurs ou les aspects qui doivent être pris en compte dans le cadre du suivi-évaluation de l'impact des projets de sécurité alimentaire de la DWHH. Ils ne satisfont pas actuellement à tous les critères de qualité de bons indicateurs. D'autres spécifications devront être effectuées dans le cadre de la planification de projets et de programmes concrets.

a) dans le secteur des soins de base / de l'exploitation des denrées alimentaires

- Le nombre et la proportion d'enfants de moins de cinq ans sous-alimentés ont diminué significativement à la fin du projet (ou diminué de xy %).
- Le nombre des enfants souffrant de diarrhée (ou autres maladies) a reculé significativement (ou reculé de xy %).
- Le nombre de personnes s'intéressant au planning familial a augmenté significativement.
- Les personnes intéressées par le planning familial utilisent en cas de besoin les méthodes de contraception.
- L'écart entre les naissances a tendance à grandir.

b) dans le secteur agricole

- xy % des personnes qui ont assisté aux sessions de vulgarisation, utilisent au moins une nouvelle méthode de conservation du sol/d'augmentation de la fertilité/d'exploitation du sol.
- On connaît des exemples que les exploitations agricoles adoptent de nouvelles méthodes de production agricole sans avoir assisté aux sessions de perfectionnement.
- xy% des exploitations paysannes mettent en oeuvre des activités de conservation du sol.
- Le nombre des exploitations paysannes employant des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux, a significativement augmenté.
- Là où les exploitations paysannes réalisent des activités de conservation du sol, on constate une stabilisation ou une augmentation des rendements (éventuellement de xy %).
- La valeur du sol protégé/nouvellement gagné/irrigué a augmenté.
- Le nombre des bêtes perdus par maladie a diminué significativement.

c) *dans le secteur de l'alimentation en eau potable*

- Le temps passé quotidiennement à aller chercher de l'eau a diminué significativement.
- Indicateur d'une paysanne en Haïti : les disputes entre femmes et enfants aux points d'eau sont moins fréquentes.
- Les analyses de l'eau constatent: la qualité de l'eau potable s'est améliorée significativement pour les bénéficiaires des nouveaux points d'eau.
- La proportion des familles qui paient une redevance pour l'entretien du point d'eau est en hausse continue.

d) *dans le secteur de la promotion des organisations de base*

- xy % des femmes et des hommes sont satisfaits du travail de l'organisation qui les représente et se sentent associés aux mécanismes décisionnels.
- Les membres masculins et féminins des organisations de base sont désignés ou élus selon des procédures convenues collectivement.
- Les organisations de base projettent les activités conjointement avec les hommes et les femmes (p. ex. convocation d'assemblées de citoyens, établissement de plans de travail).
- Le nombre de femmes dans les organisations de base en général et aux postes de commande en particulier a augmenté significativement.
- Au moins xy% des activités projetées par les organisations de base sont réalisées sans le soutien du projet (p. ex. entretien des routes non rémunéré, pâturages améliorés, reboisement).

e) *Autres indicateurs de réduction de la pauvreté ou d'un processus de développement*

- Le taux de scolarité tant chez les filles et que chez les garçons a augmenté significativement.
- Le nombre des émigrants a aussi diminué significativement pendant les situations de crises.
- L'offre de marchandise a augmenté sur les marchés.
- Les livraisons de vivres des organisations humanitaires sont en régression.

ANNEXE 5 Bibliographie et sources

- ALLEN, L. and GILLESPIE, S. (2001): What Works? A Review of the Efficacy and Effectiveness of Nutrition Interventions. UN ACC/SCN in collaboration with the Asian Development Bank. Geneva and Manila, September 2001
- ANDERSON, M.B. (2000): Options for Aid in Conflict. Lessons from Field Experience. Collaborative for Development Action. Cambridge 2000
- BAUM, H./ RECKERS, U. (1992): Wiederaufbau nach der Nothilfe. Der Beitrag der Deutschen Welthungerhilfe zur Ernährungssicherung an Beispielen aus Angola und Kenia. In: Geographische Rundschau 1992, S. 105-109
- BMZ (1997): Integrierte Ernährungssicherungsprogramme in der deutschen Entwicklungszusammenarbeit. Eine Orientierung für die Projektarbeit. (Entwicklungspolitik. Materialien, Nr. 95). Bonn
- BMZ (1997): Sektorkonzept. Ernährungssicherung und Nahrungsmittelhilfe als Instrument der Entwicklungszusammenarbeit. (Entwicklungspolitik. BMZ aktuell, Nr. 74). Bonn
- BMZ (1998): Querschnittsauswertung „Nahrungsmittelhilfe/ Ernährungssicherung“. Bonn
- BOHLE, H.-G. (1992): Hungerkrisen und Ernährungssicherung. Beiträge geographischer Entwicklungsforschung zur Welternährungsproblematik. In: Geographische Rundschau 1992, S. 78-87
- BOHLE, H.-G. (1992): Hungersnöte, Unterernährung und staatliches Krisenmanagement in Südasien. In: Geographische Rundschau 1992, S. 98-104
- BOHNET, M. (2001): Stellenwert der Ländlichen Entwicklung in der deutschen Entwicklungszusammenarbeit. In: Entwicklung und ländlicher Raum 34/ 2001, H. 1, S. 4-6
- COGILL, B. (2001): Anthropometric Indicators Measurement Guide. FANTA Project. Washington 2001
- COHEN, M.C. und FELDBRÜGGE, T. (2000): Aktuelle Ernährungskrisen. In: DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE (2000c), S. 80-85
- COORDINATION NATIONALE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE - CNSA. MARNDR Haiti (1999): Evaluation des programmes „Nourriture contre travail“ (Food for Work). Port-au-Prince
- COORDINATION NATIONALE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE – CNSA (2000): Les actes du séminaire national sur la sécurité alimentaire. Port-au-Prince
- CRAWSHAW, B. (1992): Nahrungshilfe und Ernährungssicherung. Beiträge des Welternährungsprogramms der Vereinten Nationen zur Lösung von Hungerkrisen. In: Geographische Rundschau 1992, S. 110-114
- DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE (2000a): Task-Force Nothilfe. Operatives Konzept der Deutschen Welthungerhilfe. Bonn
- DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE (2000b): Welt. Hunger. Hilfe. Portrait einer Organisation. Bonn
- DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE, Hrsg. (2000c): Jahrbuch Welternährung. Daten Trends Perspektiven. In Zusammenarbeit mit ZEF-Bonn und IFPRI. Frankfurt April 2000
- DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE (2001): Das Überleben sichern. Nothilfe und Wiederaufbau. Bonn
- DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE (2001): Fachkonzept Ländliche Entwicklung. Leitlinien für die Förderung von Projekten der Ländlichen Entwicklung. Bonn
- DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE (2001): Jahresbericht 2000. Bonn

- DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE (2001): Fachkonzept Not- und Überlebenshilfe. Entwurf. Bonn
- DONNER, J. (1996): Gesicherte Ernährung für alle – Die Position der Nichtregierungsorganisationen. In: Entwicklung und ländlicher Raum 31/1996, H. 5, S. 27-29
- DONNER, J. (2004): Dem Recht auf Nahrung auf die Sprünge helfen? In: Entwicklung und Ländlicher Raum, 38. Jahrgang, Heft 1/2004, S. 29-30
- EUROPÄISCHE KOMMISSION (2000): Programme communautaire d'aide et de sécurité alimentaire. Pour une appropriation nationale de la sécurité alimentaire. Rapport d'activités 1998/ 99. Bruxelles
- EUROPÄISCHE KOMMISSION (1998): Programme Communautaire d'appui à la Sécurité Alimentaire de Haiti. Port-au-Prince
- EUROPÄISCHE KOMMISSION (1998): Stratégie communautaire de sécurité alimentaire et pays ACP. Séminaires sur la sécurité alimentaire. Bruxelles
- FAO (1999): The State of Food Insecurity in the World 1999. Rome
- FAO (2000a): The State of Food Insecurity in the World 2000. Rome
- FAO (2000b): Conflicts, agriculture and food security. In: The State of Food and Agriculture 2000. Rome 2000 (www.fao.org/docrep/x4400e07.htm, Zugang am 02.02.2004)
- FAO (2001a): The State of Food Insecurity in the World 2001. Rome
- FAO (2001b): The Cost of Hunger. In: The State of Food and Agriculture 2001. Rome 2001 (www.fao.org/docrep/003/x9800e/x9800e07.htm, Zugang am 02.02.2004)
- FAO (2002a): The State of Food Insecurity in the World 2002. Rome
- FAO (2002b): The LIFDC Classification – An Exploration. Committee on World Food Security. Twenty-eighth Session. Rome, 6-8 June 2002. CFS:2002:Inf.6. Rome (www.fao.org/DOCREP/MEETING/004/Y6691E00.htm, Zugang am 02.02.2004)
- FAO (2003): The State of Food Insecurity in the World 2003. Rome
- FAO/MARNDR (Haiti) (1997): Programme spécial de production vivrière en l'appui de la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire. Programme spécial national. Vol. I et II. Port-au-Prince
- FAO and WHO (2002): Living Well with HIV/Aids. A manual on Nutritional Care and Support for People Living with HIV/Aids. Rome 2002
- FIAN (Hrsg.): Food First. Mit Menschenrechten gegen den Hunger. Bonn 1998
- FUES, T. und HAMM, B.I. (Hrsg.) (2001): Die Weltkonferenzen der 90er Jahre: Baustellen für Global Governance. EINE Welt. Texte der Stiftung Entwicklung und Frieden. Bonn 2001
- GIGER, M. (1999): Avoiding the Shortcut: Moving Beyond the Use of Direct Incentives. A Review of Experience with the Use of Incentives in Projects for Sustainable Soil Management. Development and Environment Reports No. 17. Berne 1999
- GILLESPIE, S. et al. (1996): How nutrition improves. UN ACC/SCN Nutrition Policy Discussion Paper No. 15. Geneva, July 1996
- GILLESPIE, S. (o.J.): HIV/Aids, Food and Nutrition Security: A Review of Impacts and Actions. IFPRI
- GROSS, R./ SCHOENEBERGER, H./ PFEIFER, H./ PREUSS, H.-J. (2000): The Four Dimensions of Food and Nutrition Security: Definitions and Concepts. Beitrag zum Seminar der DSE/ DWHH/ GTZ „Nutrition and Food Security“, 14 – 25 May 2001, Feldafing
- GTZ (1998): Ernährungskrisen. Instrumente zur Vorsorge und Bewältigung. Eine Orientierung für die Projektarbeit. Eschborn

- HAHN, H. (2000): Conceptual Framework of Food and Nutrition Security Programmes. Beitrag zum Seminar der DSE/ DWHH/ GTZ „Nutrition and Food Security“, 14 – 25 May 2001, Feldafing
- HEMKER, R. (2004): Entwurf für einen freiwilligen Richtlinienkatalog. Auf dem Weg zur Umsetzung des Rechts auf Nahrung. In: Entwicklung und Ländlicher Raum, 38. Jahrgang, Heft 1/2004, S. 31-32
- HOFMANN, M.J. (2004): Nahrungsmittelhilfe in der Armutsbekämpfung – eine neue Legitimation? In: Entwicklung und Ländlicher Raum, 38. Jahrgang, Heft 1/2004, S. 4-7
- HUMANITARIAN Charter and Minimum Standards in Disaster Response. The Sphere Project. Geneva, CH, 2000
- HUNGER TASK FORCE (2003): Halving Hunger by 2015: A Framework for Action. Interim Report. Millennium Project. UNDP New York, 15 December 2003
- IANNOTTI, L. and GILLESPIE, S. (2002): Successful Community Nutrition Programming: Lessons from Kenya, Tanzania, and Uganda. Washington, June 2002
- IFPRI (2002): Reaching Sustainable Food Security for All by 2020, May 2002
- JENTZSCH, G. (1996): Neues von der Armutsbekämpfung. Erfahrungen und Perspektiven in der staatlichen Zusammenarbeit. In: E+Z, 37/1996, H. 5/6, S. 136-139
- KAUFMANN, S. (2000): Interventions to achieve nutrition security. Beitrag zum Seminar der DSE/ DWHH/ GTZ „Nutrition and Food Security“, 14 – 25 May 2001, Feldafing/ Germany
- KENNEDY, G. et al. (2003): The scourge of „hidden hunger“: global dimensions of micronutrient deficiencies. In: Food, Nutrition and Agriculture, Heft 32, 2003, S. 8-14
- KLINGEBIEL, S. (1999): Wirkungen der Entwicklungszusammenarbeit in Konfliktsituationen. Querschnittsbericht zu Evaluierungen der deutschen Entwicklungszusammenarbeit in sechs Ländern. Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, Berichte und Gutachten 6/1999. Berlin 1999
- LEONHARDT, M. (2001a): Konfliktanalyse für die Projektplanung und –steuerung. Eine praktische Handreichung – Draft. GTZ Abteilung 43. Eschborn, August 2001 (www.gtz.de/crisisprevention/deutsch/vorbereitung.htm, Zugang am 11.02.2004)
- LEONHARDT, M. (2001b): Konfliktbezogene Wirkungsbeobachtung von Entwicklungsvorhaben. Eine praktische Handreichung – Draft. GTZ Abteilung 43. Eschborn, August 2001 (www.gtz.de/crisisprevention/deutsch/vorbereitung.htm, Zugang am 11.02.2004)
- MASON, J.B. et al. (2001): Current Progress and Trends in the Control of Vitamin A, Iodine, and Iron Deficiencies. The Micronutrient Initiative. Ottawa 2001
- MESSER, E. et al. (1998): Food from Peace. Breaking the Links between Conflict and Hunger. IFPRI, Food, Agriculture and the Environment Discussion Paper 24. Washington, June 1998
- MESSER, E. et al. (2001): Conflict: A Cause and Effect of Hunger. In: Entwicklung und ländlicher Raum 34/ 2001, H. 1, S. 18-21
- OLTERSDORF, U. und WEINGÄRTNER, L. (1996): Handbuch der Welternährung. Die zwei Gesichter der globalen Nahrungssituation. Hrsg.: Deutsche Welthungerhilfe. Bonn 1996
- PHILIPPINE HUMAN RIGHTS INFORMATION CENTER (2000): Hunger and Poverty Issues in Acces to the Right to Food. Quezon City, Philippinen - unveröffentlicht
- PINGER, W. (Hrsg.) (1998): Armutsbekämpfung. Herausforderung für die dt. Entwicklungspolitik. Bad Honnef
- PREUSS, H.-J. (1999): Plädoyer für eine entwicklungsorientierte Nothilfe. In: Entwicklung und ländlicher Raum 33/1999, H. 4, S. 9-11

- A PROGRAM to end Hunger. Hunger 2000. Tenth Annual Report of the State of World Hunger. Bread for the World Institute. Maryland, USA, 2000
- QAIM, M. (2001): Gentechnik und Welternährung: Potentiale und Probleme. In: Entwicklung und ländlicher Raum 34/ 2001, H. 1, S. 14-17
- QUISUMBING, A.R. et al. (1995): Women: The Key to Food Security. IFPRI Food Policy Report. Washington, August 1995
- REPORT of the International Seminar „Nutrition and Food Security in the Context of Poverty Alleviation and Disaster & Crisis Mitigation and Response“, 3 – 14 April 2000, Feldafing/ Germany
- SCHOENEBERGER, H. (2001): Ernährungssicherung. Der mühsame Weg von der Krise in die nachhaltige Entwicklung. In: Entwicklung und ländlicher Raum 34/ 2001, H. 1, S. 22-25
- SMITH, L.C. and HADDAD, L. (2000): Explaining Child Malnutrition in Developing Countries. A Cross-Country Analysis. IFPRI Research Report 111. Washington 2000
- SMITH, L.C. et al. (2003): The Importance of Women's Status for Child Nutrition in Developing Countries. IFPRI Research Report 131. Washington 2003
- UN ACC/SCN (2000): 4th Report on the World Nutrition Situation. Nutrition throughout the Life-cycle. Geneva, January 2000
- UN ACC/SCN (2001): Nutrition and HIV/Aids. Reprint of the 28th Session Symposium held 3-4 April 2001, Nairobi, Kenya. Nutrition Policy Paper # 20. Geneva, October 2001
- UNICEF (1997): Zur Situation der Kinder in der Welt 1998. Ernährung und Gesundheit. Frankfurt 1997
- UN SCN (2003): 5th Report on the World Nutrition Situation. Mainstreaming Nutrition: Opportunities to Improve Development Outcomes. Draft. Geneva, 27 October 2003
- VON BRAUN, J. (1996): Wie im Jahr 2020 die Ernährung der Weltbevölkerung sichern? In: Entwicklung und ländlicher Raum 31/ 1996, H. 5, S. 14-17
- WEINBRENNER, S. (2000): Das Recht auf Nahrung – gültig nur auf dem Papier? In: DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE (2000c), S. 136-137
- WELTBANK (2000): Weltentwicklungsbericht 2000/2001. Bekämpfung der Armut. Bonn
- WHO (1995): Physical Status: The use and Interpretation of Anthropometry. WHO Technical Report Series No. 854. Geneva 1995
- WILCKE, A. (2004): Das Für und Wider von Nahrungsmittelhilfe. In: Entwicklung und Ländlicher Raum, 38. Jahrgang, Heft 1/2004, S. 3
- WOLPOLD-BOSIEN, M. (2001): Mit Menschenrechten gegen den Hunger. Das Recht auf Nahrung als entwicklungspolitische Herausforderung. In: Entwicklung und ländlicher Raum 34/2001, H. 1, S. 7-10
- WFP (1999): Questions de politique générale. Favoriser le Développement. Rome
- WFP (2000): Rapport annuel 1999. Rome
- WFP and FAO (2000): La sécurité alimentaire en Haiti. Port-au-Prince

Rapports de projets / informations sur les projets évalués

- Mosambik, IESP, Meluco Distrikt, Cabo Delgado Provinz, 03 2000 – 02 2003
- Mali, Ernährungssicherungsprogramm Timbuktu West, 09/1999 – 07/2001
- Äthiopien, Integriertes Ernährungssicherungsprojekt, Ibenat und Belessa, 04/1999 – 06/2001
- Äthiopien, Integrated Food Security Programme Ibenat and Belessa/ phase 2
- Kenia, IESP Makueni/ Eastern Province, 01/ 2001 – 12/ 2003
- Laos, Ländliche Entwicklung (Oudomsay, 09/ 2000 – 12/ 2002; Phou Xiang Thong, 2. Phase, 09/ 2001 – 08/ 2004)
- Indien, Ländliches Entwicklungsprogramm Sundarbans, 04/ 2000 – 04/ 2002
- Indien, Schulspeisung und Betreuung von Schwangeren und Neugeborenen in der Sundarbans Inselgruppe West Bengal, 01/ 2001 – 12/ 2003
- Bangladesch, Landwirtschaftliches Beratungsprogramm Ukhiya, Cox's Bazar, 06/ 2001 – 07/ 2004
- Bangladesch, Sicherung des Lebensunterhaltes durch Obst- und Gemüsebau in Kagrahchori, Chittagong Hill Tracts, 12/ 2000 – 12/ 2003
- Sri Lanka, Wiederaufbauprogramm Vavuniya IV, 01/ 2000 – 12/ 2001
- Haiti, Ernährungssicherungsprojekt im Nordwesten Haitis: PASAAP, ANOSA (08/2000 – 07/2003)

ANNEXE 6 Documents de travail de la DWHH parus jusqu'ici

Concepts sectoriels

- Cadre d'orientation pour la promotion de projets de micro-crédit et de projets à composante micro-crédit, Bonn, septembre 1998 (disponible aussi en allemand, anglais et espagnol)
- Approche de travail sectorielle : programme de promotion de l'enfance et de la jeunesse, Bonn, août 1999 (disponible aussi en allemand, anglais et espagnol)
- Approche sectorielle Développement rural. Lignes directrices de la promotion de projets de développement rural, Bonn, juillet 2000 (disponible aussi en allemand, anglais et espagnol)
- Cadre d'orientation pour l'intégration socioculturelle d'enfants et de jeunes marginalisés, Bonn, janvier 2001 (disponible aussi en allemand, anglais et espagnol)
- Cadre d'orientation pour la promotion de fonds de micro-projets, Bonn, novembre 2001 (disponible aussi en allemand, anglais et espagnol)
- Cadre d'orientation pour les activités VIH/SIDA dans les projets de la Deutsche Welthungerhilfe, Bonn, septembre 2001 (disponible aussi en allemand, anglais et espagnol)
- Fachkonzept Wiederaufbau und Rehabilitierung, Bonn, Mai 2003 (disponible aussi en anglais)
- Approche thématique Évaluation d'impact de l'activité à l'étranger de la Deutsche Welthungerhilfe, Bonn, décembre 2003 (disponible aussi en allemand, anglais et espagnol)

Concepts nationaux

- Landeskonzept Sudan. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2000 - 2001, Bonn, novembre 1999 (disponible aussi en anglais)
- Landeskonzept Peru 1999 - 2001, Bonn, décembre 1999 (disponible aussi en espagnol)
- Conception nationale pour Haïti. Stratégie de coopération au développement à moyen terme en Haïti. 2000 – 2002, Bonn, janvier 2000 (disponible aussi en allemand)
- Landeskonzept Kuba. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2000 - 2002, Bonn, avril 2000 (disponible aussi en espagnol)
- Landeskonzept Angola. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2000 - 2001, Bonn, avril 2000 (disponible aussi en portugais)
- Landeskonzept Äthiopien. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2000 - 2002, Bonn, avril 2000 (disponible aussi en anglais)
- Stratégie nationale Mali. Stratégie de coopération au développement à moyen terme 2000 – 2002, Bonn, mai 2000 (disponible aussi en allemand)
- Landeskonzept Indien. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2000 - 2002, Bonn, mai 2000 (disponible aussi en anglais)
- Landeskonzept Ecuador. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2000 - 2002, Bonn, juillet 2000 (disponible aussi en espagnol)
- Landeskonzept Bolivien. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2000 - 2002, Bonn, août 2000 (disponible aussi en espagnol)

- Stratégie nationale Burkina Faso. Stratégie de coopération au développement à moyen terme. 2000 – 2002, Bonn, août 2000 (disponible aussi en allemand)
- Stratégie nationale pour le Rwanda. Perspectives de la coopération au développement 2001-2002, Bonn, octobre 2000 (disponible aussi en allemand et en anglais)
- Landeskonzept Afghanistan. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2001 - 2003, Bonn, mai 2001 (disponible aussi en anglais)
- Stratégie nationale pour le Bénin. Stratégie de coopération au développement à moyen terme 2001 -2003, Bonn, juillet 2001 (disponible aussi en allemand)
- Landeskonzept Ghana. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2002 -2003, Bonn, avril 2001 (disponible aussi en anglais)
- Landeskonzept Tadschikistan. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2002 -2004, Bonn, mars 2002 (disponible aussi en anglais)
- Landeskonzept Philippinen. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2002 - 2003, Bonn, mars 2002 (disponible aussi en anglais)
- Landeskonzept Zimbabwe. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2002 - 2003, Bonn, mars 2002 (disponible aussi en anglais)
- Landeskonzept Südafrika. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2002 - 2004, Bonn, Juli 2002 (disponible aussi en anglais)
- Landeskonzept Madagaskar, Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2003 – 2006, Bonn, November 2003
- Landeskonzept Mosambik. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2003 – 2005, Bonn, Dezember 2003 (disponible aussi en portugais)

En Préparation:

- Landeskonzept Mali. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2004 – 2006
- Landeskonzept Angola. Perspektiven für die Entwicklungszusammenarbeit 2004 – 2006

Autres documents de travail (à partir de 2003)

- Nachhaltigkeit von Projektwirkungen. Eine Auswertung von Wirkungsstudien DWHH-geförderter Projekte und Programme, Bonn, Mai 2003
- Prävention von sexuellem Missbrauch von Abhängigen in der Projektarbeit (Ce document comprend les versions en anglais, français, espagnol, portugais et russe), Bonn, Juin 2003
- Livelihood System Analysis of Selected Villages in the Provinces Sar-e Pul and Jawzjan in North Afghanistan, Bonn, August 2003

La Deutsche Welthungerhilfe

- est indépendante sur le plan politique et confessionnel ;
- opère sous la direction d'un comité directeur honorifique et sous le parrainage du président fédéral ;
- fut fondée en 1962 lorsque la FAO (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies) lança une campagne internationale contre la faim ;
- a aidé depuis lors en dépensant un milliard d'euros des millions d'hommes dans quelque 4.600 projets ;
- finance ses activités pour plus de 50 pour cent sur des dons. Bénéficie en outre de crédits publics, p. ex de la part de l'UE ou du ministère de la coopération économique ;
- est soumise aux contrôles réguliers de l'Institut central allemand des affaires sociales (DZI). A toujours obtenu le cachet de contrôle de cet Institut qui sanctionne l'utilisation fiable et transparente des dons.